

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2006 — 343

[C — 2006/27007]

**12 JANVIER 2006. — Arrêté du Gouvernement wallon
relatif à la vérification des déclarations des émissions de gaz à effet de serre spécifiés**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, créant un Fonds wallon Kyoto et relatif aux mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto, notamment les articles 2, 7^o, 7, § 7, 9 et 10;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 17 octobre 2005;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 10 novembre 2005;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, n^o 39.488/4, donné le 19 décembre 2005, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Définitions et principe général

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, on entend par :

1^o année de référence : l'année au cours de laquelle les émissions de gaz à effet de serre spécifiés d'un établissement ont été surveillées et pour lesquelles une déclaration doit être effectuée par l'exploitant;

2^o commission : la commission d'avis instituée par l'article 6, § 3, du décret du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, créant un Fonds wallon Kyoto et relatif aux mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto;

3^o décret : le décret du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, créant un Fonds wallon Kyoto et relatif aux mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto;

4^o directeur général : le directeur général de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement du Ministère de la Région wallonne;

5^o Ministre : le Ministre de l'Environnement;

6^o protocole de vérification : les modalités, arrêtées par le Ministre, que doit suivre le vérificateur ou le service pour procéder à la vérification de la déclaration des émissions de gaz à effet de serre spécifiés d'un établissement;

7^o rapport d'assurance : le rapport, rédigé par le vérificateur, relatif à la vérification de la déclaration des émissions de gaz à effet de serre spécifiés d'un établissement;

8^o service : le service de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement du Ministère de la Région wallonne qui est compétent pour la lutte contre la pollution atmosphérique et les changements climatiques.

Art. 2. La vérification de la déclaration des émissions de gaz à effet de serre spécifiés est effectuée par un vérificateur agréé conformément aux dispositions du présent arrêté.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, la vérification peut être confiée, à la demande de l'exploitant, au service lorsqu'elle concerne un établissement à propos duquel la déclaration porte exclusivement sur des émissions de gaz à effet de serre spécifiés inférieures à 100 kT au cours de l'année de référence. Dans ce cas, le service aura recours à un vérificateur indépendant pour se faire produire le rapport d'assurance.

CHAPITRE II. — Agrément des vérificateurs**Section 1^{re}. — Conditions d'agrément**

Art. 3. § 1^{er}. Toute personne peut être agréée en qualité de vérificateur pour autant qu'elle respecte les conditions suivantes :

1^o posséder ou, s'il s'agit d'une personne morale, disposer du personnel qui possède les compétences suffisantes pour réaliser la vérification des déclarations des émissions de gaz à effet de serre spécifiés;

2^o disposer de collaborations externes en appui des personnes visées au 1^o, si cela s'avère nécessaire;

3^o disposer des moyens techniques suffisants pour réaliser la vérification des déclarations;

4^o ne pas avoir fait l'objet d'un retrait d'agrément dans les trois ans précédant la demande d'agrément;

5^o ne pas être sous le coup d'une suspension d'agrément au jour de l'introduction de la demande d'agrément;

6^o ne pas être ni directement, ni indirectement intéressé dans les établissements à propos desquels la vérification sera effectuée, ni être investi d'une mission de conseil dans l'élaboration des procédures de surveillance, de collecte, de traitement des informations des mêmes établissements. Le cas échéant, la liste des établissements pour lesquels le vérificateur s'interdit de prêter sera fournie.

§ 2. Les titulaires d'un agrément en qualité d'auteur d'étude d'incidences, tel que visé à l'article R.58, 4^o, du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, ainsi que les titulaires d'un agrément en qualité d'expert en audit énergétique, tel que visé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mai 2002 relatif à l'octroi de subventions pour l'amélioration de l'efficacité énergétique et la promotion d'une utilisation plus rationnelle de l'énergie du secteur privé sont réputés remplir la condition visée au § 1^{er}, 1^o.

Section 2. — Procédure d'agrément

Art. 4. § 1^{er}. La demande d'agrément est envoyée au directeur général, par lettre, au moyen d'un formulaire dont le modèle est fixé en annexe I^{re}.

§ 2. Le directeur général envoie au demandeur sa décision statuant sur le caractère complet et recevable de la demande dans un délai de quinze jours à dater du jour de réception de celle-ci.

La demande est incomplète s'il manque des renseignements ou des documents requis.

§ 3. Si la demande est incomplète, le directeur général indique par lettre recommandée au demandeur les renseignements ou documents manquants. Le demandeur dispose alors de trente jours à dater de la réception de la lettre pour fournir au directeur général, par lettre, les renseignements ou les documents manquants. Dans les quinze jours suivant la réception des compléments, le directeur général envoie au demandeur sa décision sur le caractère complet et recevable de la demande.

§ 4. La demande est irrecevable :

1° si elle a été introduite en violation du § 1^{er};

2° si elle est jugée incomplète à deux reprises;

3° si le demandeur ne fournit pas les compléments dans le délai visé au § 3.

Art. 5. Le directeur général envoie sa décision d'octroi ou de refus d'agrément par lettre à la poste au demandeur dans un délai de quarante-cinq jours à dater du jour où le directeur général a envoyé sa décision attestant le caractère complet et recevable de la demande.

Art. 6. Un recours contre la décision visée à l'article 5 ou contre l'absence de décision dans le délai imparti peut être introduit par le demandeur auprès du Ministre, conformément à l'article 2 de l'arrêté déterminant les modalités de recours devant la commission.

Section 3. — Durée et renouvellement de l'agrément

Art. 7. L'agrément en qualité de vérificateur est accordé pour une durée de cinq ans.

Il est renouvelable.

Les articles 3 à 6 sont applicables à la demande de renouvellement.

La demande de renouvellement doit être introduite six mois au moins avant l'expiration de l'agrément en cours. Dans ce cas, celui-ci reste valable jusqu'à la date où la décision de l'autorité compétente est devenue définitive.

Section 4. — Suspension et retrait de l'agrément

Art. 8. Le directeur général peut suspendre ou retirer l'agrément :

1° lorsqu'un manquement du vérificateur dans l'exercice de ses fonctions est constaté;

2° lorsque le vérificateur agréé contrevient aux dispositions du présent arrêté;

3° en cas de modification d'un des éléments indiqués dans la demande d'agrément.

Art. 9. Lorsque le directeur général a l'intention de suspendre ou de retirer l'agrément, il en informe, par lettre recommandée, le vérificateur. La proposition de suspension ou de retrait indique les motifs le justifiant.

Le vérificateur dispose d'un délai de trente jours à dater de la réception de la proposition de suspension ou de retrait pour transmettre ses observations écrites au directeur général.

Le vérificateur est également entendu à sa demande.

Art. 10. Le directeur général, statue dans un délai de trente jour à compter :

1° soit de la réception des observations visées à l'article 9, alinéa 2, ou, à défaut, de l'écoulement du délai de trente jours;

2° soit, lorsqu'elle a lieu, de l'audition visée à l'article 9, alinéa 3.

La décision est envoyée par lettre recommandée au vérificateur.

Art. 11. Par dérogation à l'article 9 du présent arrêté, le directeur général peut, en cas d'urgence spécialement motivée, suspendre immédiatement l'agrément.

Art. 12. § 1^{er}. Un recours contre les décisions de suspension ou de retrait d'agrément peut être introduit auprès du Ministre par le vérificateur concerné.

§ 2. Sous peine d'irrecevabilité, le recours est adressé à la commission, conformément à l'article 2 de l'arrêté déterminant les modalités de recours devant la commission d'avis instituée par l'article 6, § 3, du décret.

§ 3. Sauf dans l'hypothèse visée à l'article 11, le recours est suspensif.

Section 5. — Modification de l'agrément

Art. 13. En cas de modification d'un des éléments indiqués dans la demande d'agrément, le vérificateur en avise immédiatement le directeur général.

CHAPITRE III. — *Procédure de vérification*

Art. 14. Sans préjudice de l'article 15, l'exploitant envoie chaque année au service, au plus tard pour le 12 mars suivant l'année de référence, par lettre, la déclaration de ses émissions de gaz à effet de serre spécifiés, ainsi que le rapport d'assurance du vérificateur de son choix.

La déclaration est rédigée conformément au modèle figurant en annexe II.

Le vérificateur établit, en trois exemplaires, le rapport d'assurance sous le format prescrit en annexe du protocole de vérification. Il en conserve un exemplaire et en transmet deux à l'exploitant.

Art. 15. § 1^{er}. Dans les cas visés à l'article 2, 2°, l'exploitant transmet au service, par envoi ou par remise contre récépissé, au plus tard pour le 12 février de l'année suivant l'année de référence, la déclaration de ses émissions de gaz à effet de serre spécifiés, et sollicite de la part du service la vérification de cette déclaration.

§ 2. Un droit de dossier dont le produit est intégralement versé au fond Kyoto et couvrant les frais administratifs est levé à charge de tout exploitant sollicitant la vérification par le service de sa déclaration.

Le droit de dossier est fixé à 1.500 euros.

Art. 16. Sur base de la déclaration et du rapport d'assurance qu'il établit, le service décide si la déclaration de l'exploitant est satisfaisante.

La décision est envoyée à l'exploitant, par lettre recommandée, au plus tard le 31 mars de l'année suivant l'année de référence.

Art. 17. Dans le cas où la déclaration est satisfaisante, le service confirme les émissions de gaz à effet de serre spécifiés qui devront être restituées pour le 30 avril suivant l'année de référence.

Dans le cas où la déclaration n'est pas satisfaisante, ou en l'absence de déclaration transmise endéans les délais visés à l'article 14, alinéa 1^{er}, et 15, § 1^{er}, le service informe la personne responsable de la tenue du registre et prend toutes les dispositions nécessaires pour faire produire ou adapter la déclaration ainsi que les systèmes de gestion de données afin d'obtenir les informations nécessaires pour valider la déclaration.

Art. 18. § 1^{er}. Dans le cas où le service a décidé que la déclaration n'est pas satisfaisante, un recours auprès du Ministre est ouvert à l'exploitant contre cette décision.

§ 2. Par dérogation à l'article 2 de l'arrêté déterminant les modalités de recours devant la commission d'avis instituée par l'article 6, § 3, du décret du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, créant un Fonds wallon Kyoto et relatif aux mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto, et sous peine d'irrecevabilité, le recours est introduit dans les sept jours à dater de la réception de la décision du service ou, en l'absence de décision, dans les sept jours à dater du jour d'échéance du délai visé à l'article 16, alinéa 2. Il est envoyé, par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception ou remis contre récépissé, à la commission.

Le recours comprend au minimum :

- 1° le nom du requérant;
- 2° la décision querellée;
- 3° les arguments à faire valoir à l'appui du recours.

§ 3. Par dérogation à l'article 2 de l'arrêté déterminant les modalités de recours devant la commission d'avis instituée par l'article 6, § 3, du décret du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, créant un Fonds wallon Kyoto et relatif aux mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto, dans les dix jours de la réception du recours, la commission transmet au requérant et au service un accusé de réception qui précise la date à laquelle se tient l'audience visée à l'alinéa 2.

Dans les dix jours à dater de la réception du recours, le requérant et le service sont invités à comparaître devant la commission.

La commission dresse un procès-verbal de l'audience et rend, dans les cinq jours, son avis à l'autorité compétente. A défaut, la procédure se poursuit.

Pour le 28 avril au plus tard, le Ministre envoie sa décision par lettre recommandée au requérant.

CHAPITRE IV. — *Conservation des documents*

Art. 19. Le vérificateur agréé et le service conservent l'ensemble du dossier de vérification pendant cinq ans.

CHAPITRE V. — *Dispositions finales*

Art. 20. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 21. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 12 janvier 2006.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

ANNEXE I

**FORMULAIRE DE DEMANDE D'AGREMENT EN QUALITE DE VERIFICATEUR
DES EMISSIONS DE GAZ A EFET DE SERRE**

En application du décret du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, créant un Fonds wallon Kyoto et relatif aux mécanismes de flexibilité du protocole de Kyoto (MB. 02.12.2004)

INTRODUITE PAR

.....

Cadre réservé à l'administration

	N° de dossier :
	Date d'entrée :

Mise à jour du formulaire : 18 octobre 2005

Ministère de la Région wallonne
Direction Générale des Ressources Naturelles et de l'Environnement (DGRNE)
Avenue Prince de Liège, 15
5100 JAMBES
Site Internet : <http://environnement.wallonie.be>

A. Identification du candidat vérificateur des émissions de gaz à effet de serre :**A.1. Personne privée introduisant la demande :**

Nom :	
Prénom :	
Fonction :	
Lieu et Date de naissance :	
Nationalité :	
Rue, n° :	
Code postal :	
Localité :	
Pays :	
Téléphone :	
Fax :	
GSM :	
E-Mail :	
Web :	

A.2. Société introduisant la demande :

Dénomination de la société :	
Forme juridique de la société :	
Nationalité :	
Rue, n° :	
Code postal :	
Localité :	
Pays :	
Téléphone :	
Fax :	
E-Mail :	
Web ::	
Immatriculation à l'ONSS :	
N°TVA (uniquement en Belgique) :	

Personne habilitée à représenter la société :*(biffer la mention inutile)*

Nom :	
Prénom :	
Fonction :	
Lieu et Date de naissance :	
Nationalité :	
Rue, n° :	
Code postal :	
Localité :	
Pays :	
Téléphone :	
Fax :	
GSM :	
E-Mail :	

A.3. Personne de contact pour la demande d'agrément :*(biffer le cadre si la personne est la même que la rubrique A1)*

Nom :	
Prénom :	
Fonction :	
Rue, n° :	
Code postal :	
Localité :	
Pays :	
Téléphone :	
Fax :	
GSM :	
E-Mail :	

B. Compétences et expériences du demandeur :**B.1. Présentation générale de l'activité économique du demandeur et plus particulièrement en rapport avec le métier de vérificateur des émissions de gaz à effet de serre :**

(Il s'agit d'une présentation libre qui vise à faire connaître le demandeur, ses activités, son importance économique, ... et d'établir le lien avec l'objet de l'agrément – 1 page max qui peut être complétée par une annexe B1 clairement identifiée)

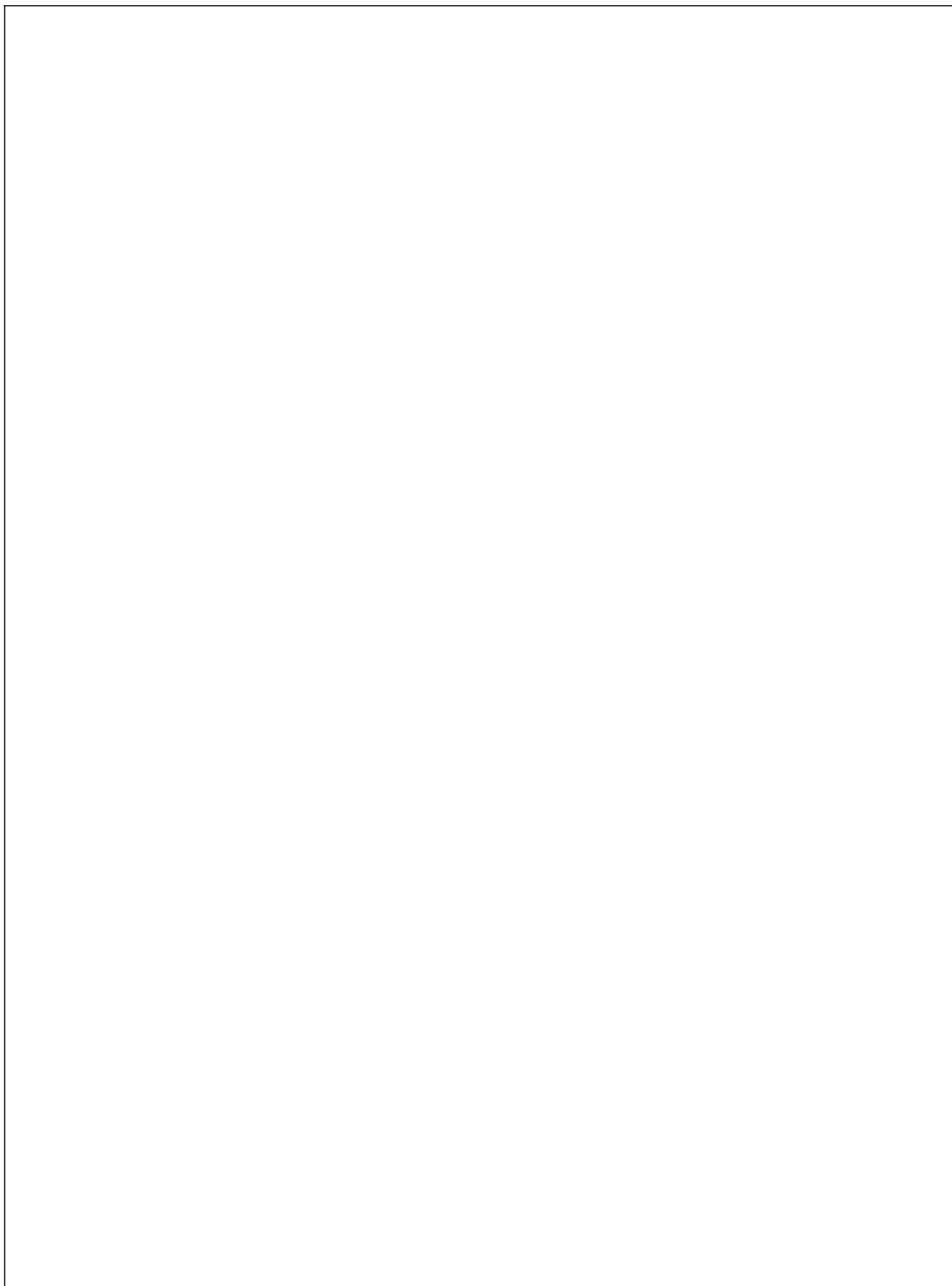
B3. Présentation des références et expériences du demandeur dans le domaine de la vérification des émissions de gaz à effet de serre

(Il appartient au demandeur d'établir les références et expériences qu'il peut mettre en avant pour prouver son expertise dans la vérification des émissions de gaz à effet de serre (en rapport avec la rubrique C) en fournissant pour chacune des rubriques au moins un exemple en reprenant :

- l'institution contrôlée et ses caractéristiques économiques ;*
- la mission réalisée - le rapport des vérifications des émissions de gaz à effet de serre ;*
- les opérations réalisées par le demandeur en rapport avec la vérification des émissions de gaz à effet de serre.*

Il peut compléter cette partie dans une annexe B3 clairement identifiée)

B4. Présentation des moyens techniques du demandeur et des collaborations envisagées pour la réalisation de la vérification des émissions de gaz à effet de serre



C. Agréments et accréditations actuelles du demandeur :

- En qualité d'expert en audit énergétique
Description + copie

- En qualité d'auteur d'études d'incidence sur l'environnement
Description + copie

- Accréditation
Description + copie

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 janvier 2006 relatif à la vérification des déclarations des émissions de gaz à effet de serre spécifiés.

Namur, le 12 janvier 2006.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

ANNEXE 2

Format général de la déclaration des émissions de gaz à effet de serre spécifiés

Une fois remplie, ce formulaire **constituera votre déclaration des émissions de gaz à effet de serre spécifiés** en application du Décret du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, créant un Fonds wallon Kyoto et relatif aux mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto.

Instructions pour compléter la Déclaration

L'exploitant déclare les émissions de gaz à effet de serre spécifiés de l'établissement conformément aux dispositions prévues par le Décret du 10 novembre 2004 susvisé ou aux dispositions prévues en vertu de celui-ci. En particulier, l'exploitant se réfère aux termes de son autorisation d'émettre des gaz à effet de serre spécifiés.

Le format de déclaration de la présente doit servir de base à la déclaration des données quantitatives.

Chaque exploitant doit inclure les informations suivantes dans la Déclaration:

- (1) les données d'identification de l'installation, ainsi que le numéro d'autorisation de l'installation qui lui a été spécialement attribué ;
- (2) pour toutes les sources, le total des émissions, la méthode adoptée (mesure ou calcul), les niveaux et la méthode de mesure choisis (le cas échéant), les données d'activité¹, les facteurs d'émission² et les facteurs d'oxydation et de conversion³. Si la méthode du bilan massique est appliquée, l'exploitant doit déclarer le flux massique, la teneur en carbone et le contenu énergétique pour chaque flux de combustibles et de matières entrant et sortant de l'installation, ainsi que les stocks de combustibles et de matières ;
- (3) les changements provisoires ou permanents de niveaux, les raisons de ces changements, la date de mise en œuvre des changements, ainsi que la date de début et de fin des changements temporaires ;
- (4) tout changement survenant dans l'installation au cours de la période de déclaration et qui présente un intérêt pour la déclaration des émissions de gaz à effet de serre spécifiés ;

Les informations visées aux points 3 et 4 et les informations supplémentaires visées au point 2 ne pouvant être présentées dans les tableaux du format de déclaration, elles figureront sous forme de texte dans la déclaration d'émissions annuelle et/ou sous forme d'annexes à la déclaration.

Les informations suivantes, qui ne sont pas prises en compte dans les émissions, seront mentionnées pour mémoire:

- quantité de biomasse brûlée [TJ] ou employée dans des procédés [t ou m³] ;
- émissions de CO₂ [t CO₂] provenant de la biomasse lorsque les émissions sont déterminées par une méthode de mesure ;

¹ Les données d'activité concernant les activités de combustion sont déclarées en énergie (pouvoir calorifique inférieur) et en masse. Les combustibles ou les matières premières constitués de biomasse doivent également être déclarés dans les données d'activité.

² Les facteurs d'émission concernant les activités de combustion sont déclarés en émissions de CO₂ par contenu énergétique.

³ Les facteurs de conversion et d'oxydation sont déclarés en fractions, sans indiquer d'unités.

- CO₂ transféré d'une installation [t CO₂] et types de composés dans lesquels il a été transféré.

Les types de déchets et d'émissions résultant de l'utilisation de déchets comme combustibles ou matières premières doivent également être déclarés. Les types de déchets sont déclarés en utilisant la classification de l'Arrêté du 10 juillet 1997 du Gouvernement wallon établissant un catalogue des déchets. Les codes à six chiffres respectifs doivent être ajoutés au nom des types de déchets correspondants utilisés dans l'installation.

Les émissions provenant de plusieurs sources situées sur une même installation et appartenant au même type d'activité peuvent être déclarées sous forme de total pour chaque type d'activité.

Les émissions totales des activités sont rapportées en tonnes arrondies de CO₂ (par ex., 1 245 978 tonnes).

L'exploitant peut indiquer dans la Déclaration les informations qu'il estime sensibles sur le plan commercial.

1) Informations générales**Année de déclaration**

+ Année de référence des émissions de gaz à effet de serre spécifiés de la présente Déclaration :

Coordonnées de la société mère

+ Dénomination de la société mère :

Adresse de la société mère :

Coordonnées de l'établissement

+ Dénomination de l'établissement (exploitant) :

Adresse de l'établissement :

+ Numéro de l'autorisation d'émettre des gaz à effet de serre spécifiés :

+ Numéro d'identification registre EPER (si applicable) ::


Coordonnées de la personne de contact

+ Dénomination de la personne de contact : @ Adresse E-mail :

Fonction :

Adresse de la personne de contact :

 Tél. :

 Fax :

Types d'activités dites « Emission trading »

+ Types d'activités poursuivies (cfr. votre autorisation d'émettre des gaz à effet de serre spécifiés)

Code IPPC

- 1.
- 2.
- 3.
- 4.

2) Déclaration des émissions de gaz à effet de serre spécifiés
 A. EMISSIONS DE CO₂ CALCULEES

Si l'établissement présente plusieurs activités dites « Emission trading », veuillez photocopier les tableaux et les compléter pour chaque activité.
 S'il y a eu des changements de niveau de méthode⁴ ou des modifications d'installations⁵, veuillez les indiquer et ajouter les informations pertinentes en annexe.

Emissions de CO₂ de combustion

A.2.1 Combustibles fossiles uniquement (Veuillez remplir un tableau par combustible !)

Activité :

Combustible fossile :			
Données relatives à l'activité	Facteur d'émission	Facteur d'oxydation	Emissions totales
t ou m ³ PCI (10 ⁻³ TJ/ t ou m ³)	t CO ₂ / TJ		t CO ₂
Niveau de méthode appliqué			

Combustible fossile :			
Données relatives à l'activité	Facteur d'émission	Facteur d'oxydation	Emissions totales
t ou m ³ PCI (10 ⁻³ TJ/ t ou m ³)	t CO ₂ / TJ		t CO ₂
Niveau de méthode appliqué			

⁴ Cfr. votre autorisation d'émettre des gaz à effet de serre spécifiés.

⁵ Tout changement survenant dans l'installation au cours de la période de déclaration et qui présente un intérêt pour la déclaration des émissions, c'est-à-dire les changements provisoires ou permanents de niveau, les raisons de ces changements, la date de mise en œuvre des changements, ainsi que la date de début et de fin des changements temporaires.

Combustible fossile :			
Données relatives à l'activité	Facteur d'émission	Facteur d'oxydation	Emissions totales
t ou m ³	t CO ₂ /TJ		t CO ₂
PCI (10 ⁻³ TJ/ t ou m ³)			
Niveau de méthode appliqué			

Combustible fossile :			
Données relatives à l'activité	Facteur d'émission	Facteur d'oxydation	Emissions totales
t ou m ³	t CO ₂ /TJ		t CO ₂
PCI (10 ⁻³ TJ/ t ou m ³)			
Niveau de méthode appliqué			

Combustible fossile :			
Données relatives à l'activité	Facteur d'émission	Facteur d'oxydation	Emissions totales
t ou m ³	t CO ₂ /TJ		t CO ₂
PCI (10 ⁻³ TJ/ t ou m ³)			
Niveau de méthode appliqué			

Combustible fossile :			
Données relatives à l'activité	Facteur d'émission	Facteur d'oxydation	Emissions totales

	t ou m ³	PCI (10 ⁻³ TJ/ t ou m ³)	t CO ₂ / TJ	t CO ₂
Niveau de méthode appliqué				

Combustible fossile :

	Données relatives à l'activité	Facteur d'émission	Facteur d'oxydation	Emissions totales
t ou m ³	PCI (10 ⁻³ TJ/ t ou m ³)	t CO ₂ / TJ		t CO ₂
Niveau de méthode appliqué				

Combustible fossile :

	Données relatives à l'activité	Facteur d'émission	Facteur d'oxydation	Emissions totales
t ou m ³	PCI (10 ⁻³ TJ/ t ou m ³)	t CO ₂ / TJ		t CO ₂
Niveau de méthode appliqué				

Combustible fossile :

	Données relatives à l'activité	Facteur d'émission	Facteur d'oxydation	Emissions totales
t ou m ³	PCI (10 ⁻³ TJ/ t ou m ³)	t CO ₂ / TJ		t CO ₂
Niveau de méthode appliqué				

Combustible fossile :			
Données relatives à l'activité	Facteur d'émission	Facteur d'oxydation	Emissions totales
t ou m ³	t CO ₂ /TJ		t CO ₂
PCI (10 ⁻³ TJ/ t ou m ³)			
Niveau de méthode appliqué			

Combustible fossile :			
Données relatives à l'activité	Facteur d'émission	Facteur d'oxydation	Emissions totales
t ou m ³	t CO ₂ /TJ		t CO ₂
PCI (10 ⁻³ TJ/ t ou m ³)			
Niveau de méthode appliqué			

A.2.2 Biomasse et /ou combustibles mixtes

Activité :

Biomasse ou combustible mixte :				
Fraction de biomasse (exprimée en 0-100% de contenu en carbone issu de la biomasse par rapport au carbone total) :				
	Données relatives à l'activité	Facteur d'émission	Facteur	Emissions
t ou m ³	PCI (10 ⁻³ TJ/ t ou m ³)	t CO ₂ / TJ	d'oxydation	fossiles totales t CO ₂
Niveau de méthode appliqué				

Biomasse ou combustible mixte :				
Fraction de biomasse (exprimée en 0-100% de contenu en carbone issu de la biomasse par rapport au carbone total) :				
	Données relatives à l'activité	Facteur d'émission	Facteur	Emissions
t ou m ³	PCI (10 ⁻³ TJ/ t ou m ³)	t CO ₂ / TJ	d'oxydation	fossiles totales t CO ₂
Niveau de méthode appliqué				

Biomasse ou combustible mixte :				
Fraction de biomasse (exprimée en 0-100% de contenu en carbone issu de la biomasse par rapport au carbone total) :				
	Données relatives à l'activité	Facteur d'émission	Facteur	Emissions
t ou m ³	PCI (10 ⁻³ TJ/ t ou m ³)	t CO ₂ / TJ	d'oxydation	fossiles totales t CO ₂
Niveau de méthode appliqué				

Niveau de méthode appliqué						
Biomasse ou combustible mixte :						
Fraction de biomasse (exprimée en 0-100% de contenu en carbone issu de la biomasse par rapport au carbone total) :						
	Données relatives à l'activité t ou m ³	PCI (10 ⁻³ TJ/ t ou m ³)	Facteur d'émission t CO ₂ / TJ	Facteur d'oxydation	Emissions fossiles totales t CO ₂	
Niveau de méthode appliqué						
Biomasse ou combustible mixte :						
Fraction de biomasse (exprimée en 0-100% de contenu en carbone issu de la biomasse par rapport au carbone total) :						
	Données relatives à l'activité t ou m ³	PCI (10 ⁻³ TJ/ t ou m ³)	Facteur d'émission t CO ₂ / TJ	Facteur d'oxydation	Emissions fossiles totales t CO ₂	
Niveau de méthode appliqué						
Biomasse ou combustible mixte :						
Fraction de biomasse (exprimée en 0-100% de contenu en carbone issu de la biomasse par rapport au carbone total) :						
	Données relatives à l'activité t ou m ³	PCI (10 ⁻³ TJ/ t ou m ³)	Facteur d'émission t CO ₂ / TJ	Facteur d'oxydation	Emissions fossiles totales t CO ₂	
Niveau de méthode appliqué						

Emissions de CO₂ de procédés

A.3.1 Procédés utilisant uniquement des matières premières fossiles

Activité :

Type de procédé ⁶ :				
Description de la matière première fossile:				
	Données relatives à l'activité t ou m ³	Facteur d'émission t CO ₂ / t ou m ³	Facteur de conversion	Emissions totales t CO ₂

Niveau de méthode appliqué				

Description de la matière première fossile:				
	Données relatives à l'activité t ou m ³	Facteur d'émission t CO ₂ / t ou m ³	Facteur de conversion	Emissions totales t CO ₂

Niveau de méthode appliqué				

Description de la matière première fossile:				
	Données relatives à l'activité t ou m ³	Facteur d'émission t CO ₂ / t ou m ³	Facteur de conversion	Emissions totales t CO ₂

Niveau de méthode appliqué				

Type de procédé :				
Description de la matière première fossile:				

⁶ Par type de procédé, on entend, par exemple, « décarbonatation », « calcination », « traitement des fumées », etc.

	Données relatives à l'activité t ou m ³	Facteur d'émission t CO ₂ /t ou m ³	Facteur de conversion	Emissions totales t CO ₂
Niveau de méthode appliqué				

Description de la matière première fossile:				
	Données relatives à l'activité t ou m ³	Facteur d'émission t CO ₂ /t ou m ³	Facteur de conversion	Emissions totales t CO ₂
Niveau de méthode appliqué				

Description de la matière première fossile:				
	Données relatives à l'activité t ou m ³	Facteur d'émission t CO ₂ /t ou m ³	Facteur de conversion	Emissions totales t CO ₂
Niveau de méthode appliqué				

A.3.2 Procédés utilisant de la biomasse ou des matières premières mixtes

Activité :

Type de procédé :			
Description de la biomasse ou des matières premières mixtes :			
Fraction de biomasse (exprimée en 0-100% de contenu en carbone issu de la biomasse par rapport au carbone total) :			
	Données relatives à l'activité t ou m ³	Facteur d'émission t CO ₂ / t ou m ³	Facteur de conversion

Niveau de méthode appliqué	.....	.....	.....
	.....	.....	Emissions fossiles totales t CO ₂

Description de la biomasse ou des matières premières mixtes :			
Fraction de biomasse (exprimée en 0-100% de contenu en carbone issu de la biomasse par rapport au carbone total) :			
	Données relatives à l'activité t ou m ³	Facteur d'émission t CO ₂ / t ou m ³	Facteur de conversion

Niveau de méthode appliqué	.....	.....	.....
	.....	.....	Emissions fossiles totales t CO ₂

Description de la biomasse ou des matières premières mixtes :			
Fraction de biomasse (exprimée en 0-100% de contenu en carbone issu de la biomasse par rapport au carbone total) :			
	Données relatives à l'activité t ou m ³	Facteur d'émission t CO ₂ / t ou m ³	Facteur de conversion

Niveau de méthode appliqué	.....	.....	.....
	.....	.....	Emissions fossiles totales t CO ₂

Type de procédé :			
--------------------------------	--	--	--

Description de la biomasse ou des matières premières mixtes :				
Fraction de biomasse (exprimée en 0-100% de contenu en carbone issu de la biomasse par rapport au carbone total) :				
	Données relatives à l'activité	Facteur d'émission	Facteur de conversion	Emissions fossiles totales
	t ou m ³	t CO ₂ / t ou m ³			t CO_{2}
Niveau de méthode appliqué
Description de la biomasse ou des matières premières mixtes :				
Fraction de biomasse (exprimée en 0-100% de contenu en carbone issu de la biomasse par rapport au carbone total) :				
	Données relatives à l'activité	Facteur d'émission	Facteur de conversion	Emissions fossiles totales
	t ou m ³	t CO ₂ / t ou m ³			t CO_{2}
Niveau de méthode appliqué

Méthode du bilan massique

Activité :

Description de la matière :					
Fraction de biomasse (exprimée en 0-100% de contenu en carbone issu de la biomasse par rapport au carbone total) :					
Données relatives aux intrants	Données relatives aux sortants ⁷		Teneur en carbone % C	Facteur de conversion de C en CO ₂	Emissions fossiles totales t CO ₂
	t	Type(s) de sortant ⁸			
.....	.....	.....	.....	3,667	.....
Niveau de méthode appliqué					
.....					
1					

Description de la matière :					
Fraction de biomasse (exprimée en 0-100% de contenu en carbone issu de la biomasse par rapport au carbone total) :					
Données relatives aux intrants	Données relatives aux sortants		Teneur en carbone % C	Facteur de conversion de C en CO ₂	Emissions fossiles totales t CO ₂
	t	Type(s) de sortant			
.....	.....	.....	.....	3,667	.....
Niveau de méthode appliqué					
.....					
1					

Description de la matière :					
Fraction de biomasse (exprimée en 0-100% de contenu en carbone issu de la biomasse par rapport au carbone total) :					

⁷ Par sortants, on entend les produits, les exportations et les variations de stocks (signe négatif pour les émissions de CO₂ qui s'y rapportent).

⁸ Par type(s) de sortant on entend qu'il convient de préciser s'il s'agit d'un produit et/ou d'une exportation et/ou d'une variation de stock.

	Données relatives aux intrants		Données relatives aux sortants		Teneur en carbone % C	Facteur de conversion de C en CO ₂	Emissions fossiles totales t CO ₂
	t	Type(s) de sortant	t	Type(s) de sortant			
Niveau de méthode appliqué						3,667	
						1	

Description de la matière :							
Fraction de biomasse (exprimée en 0-100% de contenu en carbone issu de la biomasse par rapport au carbone total) :							
	Données relatives aux intrants		Données relatives aux sortants		Teneur en carbone % C	Facteur de conversion de C en CO ₂	Emissions fossiles totales t CO ₂
	t	Type(s) de sortant	t	Type(s) de sortant			
Niveau de méthode appliqué						3,667	
						1	

Description de la matière :							
Fraction de biomasse (exprimée en 0-100% de contenu en carbone issu de la biomasse par rapport au carbone total) :							
	Données relatives aux intrants		Données relatives aux sortants		Teneur en carbone % C	Facteur de conversion de C en CO ₂	Emissions fossiles totales t CO ₂
	t	Type(s) de sortant	t	Type(s) de sortant			
						3,667	

Niveau de méthode appliqué	1
----------------------------	-------	-------	-------	-------	---

A.1 Tableaux récapitulatifs des émissions de CO₂ calculées

Emissions de CO ₂ de combustion :	
Total des activités	
Emissions fossiles totales de combustion (t CO ₂)	.....
Biomasse totale utilisée (TJ) ⁹	.....

Emissions de CO ₂ de procédés :	
Total des activités	
Emissions fossiles totales de procédés (t CO ₂)	.....
Biomasse totale utilisée (t ou m ³) ¹⁰ :	.....

Emissions de CO ₂ par la méthode du bilan massique :	
Total des activités	
Emissions fossiles totales par la méthode du bilan massique (t CO ₂)	.....
Biomasse totale utilisée (t ou m ³) :	.....

⁹ Biomasse totale utilisée (TJ) = somme des différentes quantités de biomasse ou de combustibles mixtes (t ou m³) multipliées respectivement par leur PCI (TJ/t ou m³) et leur fraction de biomasse (%) et ce, pour l'ensemble des activités dites « Emission trading ».

¹⁰ Biomasse totale utilisée (t ou m³) = somme des différentes quantités de biomasse ou de matières premières mixtes (t ou m³) multipliées respectivement par leur fraction de biomasse (%) et ce, pour l'ensemble des activités dites « Emission trading »

B. EMISSIONS DE CO₂ MESUREES

Pour les émissions de CO₂ mesurées, veuillez remplir les lignes correspondantes des tableaux ci-dessous.

Activités	Emissions de CO ₂ t CO ₂	Degré d'incertitude de la mesure %
1.	
2.	
3.	
4.	
Total	

Activités	Biomasse employée dans la combustion TJ	Biomasse employée dans les procédés t ou m ³	Emissions de CO ₂ provenant de la biomasse t CO ₂
1.
2.
3.
4.
Total

C. CO₂ TRANSFERE

Activités	CO ₂ transféré Quantité t CO ₂	Application ¹¹
1.
2.
3.
4.
Total

¹¹ Par application, on entend l'utilisation qui est faite du CO₂ transféré (gaz de boisson, réfrigérant, solvant, matière première, « combustible » exporté, etc.

D. TABLEAU RECAPITULATIF DES EMISSIONS FOSSILES TOTALES DE CO₂

Emissions <u>fossiles</u> totales de CO ₂ (calculées + mesurées)	
Total des activités	.....
Emissions fossiles totales (t CO₂)	

Nombre et intitulés des pièces justificatives jointes à la Déclaration

Annexe 1 :	
Annexe 2 :	
Annexe 3 :	
Annexe 4 :	
Annexe 5 :	
Annexe 6 :	
Annexe 7 :	
Annexe 8 :	
Annexe 9 :	
Annexe 10 :	
Annexe 11 :	
Annexe 12 :	

SIGNATAIRE

Nom : Date et Signature :
Fonction :
Téléphone:
Adresse E-mail :

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 janvier 2006 relatif à la vérification des déclarations des émissions de gaz à effet de serre spécifiés.

Namur, le 12 janvier 2006.

Le Ministre Président,

E. DI RUPO

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2006 — 343

[C — 2006/27007]

**12. JANUAR 2006 — Erlass der Wallonischen Regierung
über die Prüfung der Berichterstattungen betreffend die spezifizierten Treibhausgasemissionen**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 10. November 2004 zur Einführung eines Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten zur Einrichtung eines wallonischen Kyoto-Fonds und über die Flexibilitätsmechanismen, insbesondere der Artikel 2, 7°, 7, § 7, 9 und 10;

Aufgrund des am 17. Oktober 2005 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 10. November 2005 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 19. Dezember 2005 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 39.488/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus;
Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — Definitionen und allgemeiner Grundsatz

Artikel 1 - Im Sinne des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Bezugsjahr: das Jahr im Laufe dessen die spezifischen Treibhausgasemissionen eines Betriebs überwacht wurden und über die der Betreiber Bericht erstatten muss;

2° Kommission: die durch Artikel 6, § 3 des Dekrets vom 10. November 2004 zur Einführung eines Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten zur Einrichtung eines wallonischen Kyoto-Fonds und über die Flexibilitätsmechanismen des Kyoto-Protokolls eingerichtete beratende Kommission;

3° Dekret: das Dekret vom 10. November 2004 zur Einführung eines Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten zur Einrichtung eines wallonischen Kyoto-Fonds und über die Flexibilitätsmechanismen des Kyoto-Protokolls;

4° Generaldirektor: der Generaldirektor der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt des Ministeriums der Wallonischen Region;

5° Minister: der Minister der Umwelt;

6° Prüfungsprotokoll: die von dem Minister verabschiedeten Modalitäten, die der Prüfer oder die Dienststelle befolgen muss, um die Prüfung der Berichterstattung betreffend die spezifischen Treibhausgasemissionen eines Betriebs vorzunehmen;

7° Bestätigungsbericht: der von dem Prüfer verfasste Bericht über die Prüfung der Berichterstattung betreffend die spezifischen Treibhausgasemissionen eines Betriebs;

8° Dienststelle: die Dienststelle der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt des Ministeriums der Wallonischen Region, die für die Bekämpfung der Luftverunreinigung und die Klimaänderungen zuständig ist;

Art. 2 - Die Prüfung der Berichterstattung betreffend die spezifizierten Treibhausgasemissionen wird von einem gemäß den Bestimmungen des vorliegenden Erlasses zugelassenen Prüfer durchgeführt.

In Abweichung von Absatz 1 kann die Prüfung auf Antrag des Betreibers der Dienststelle anvertraut werden, wenn sie einen Betrieb betrifft, für den die Berichterstattung sich ausschließlich auf die spezifizierten Treibhausgasemissionen bezieht, die im Laufe des Bezugsjahres unter 100kt liegen; In diesem Fall zieht die Dienststelle einen unabhängigen Prüfer heran, um sich den Bestätigungsbericht vorlegen zu lassen.

KAPITEL II — Zulassung der Prüfer**Abschnitt 1 — Zulassungsbedingungen**

Art. 3 - § 1. Jede Person kann als Prüfer zugelassen werden, insofern sie folgende Bedingungen einhält:

1° Personal beschäftigen, oder wenn es sich um eine juristische Person handelt, über Personal verfügen, das ausreichende Kompetenzen besitzt, um die Prüfung der Berichterstattungen betreffend die spezifizierten Treibhausgasemissionen durchzuführen;

2° über auswärtige Mitarbeiter zur Unterstützung der in Punkt 1° erwähnten Personen verfügen, falls sich dies als notwendig erweist;

3° über ausreichende technische Mittel verfügen, um die Prüfung der Berichterstattungen durchführen zu können;

4° nicht Gegenstand eines Zulassungsentzugs innerhalb der drei Jahre vor dem Zulassungsantrag gewesen sein;

5° am Tage der Einreichung des Zulassungsantrags nicht unter der Wirkung einer Zulassungsaussetzung sein;

6° weder direkt oder indirekt an den Betrieben beteiligt sein, für die die Prüfung durchgeführt wird, noch mit einer Aufgabe als Berater in der Ausarbeitung der Verfahren zur Überwachung, Erfassung, Bearbeitung der Informationen besagter Betriebe betraut sein. Gegebenenfalls legt der Prüfer die Liste der Betriebe vor, für die er sich weigert zu arbeiten.

§ 2. Es wird davon ausgegangen, dass die Inhaber einer Zulassung als Umweltverträglichkeitsprüfer im Sinne von Artikel R.58, 4° des Buches I des Umweltgesetzbuches, sowie die Inhaber einer Zulassung als Sachverständiger für Energiebilanzen im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. Mai 2002 über die Gewährung von Zuschüssen zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur Förderung einer rationelleren Energienutzung im Privatsektor, die in § 1, 1° erwähnte Bedingung erfüllen.

Abschnitt 2 — Zulassungsverfahren

Art. 4 - § 1. Der Zulassungsantrag wird per Schreiben mittels eines Formulars, dessen Muster in der Anlage I festgelegt wird, an den Generaldirektor gesandt.

§ 2. Innerhalb einer Frist von fünfzehn Tagen ab dem Eingang des Antrags übermittelt der Generaldirektor dem Antragsteller seinen Beschluss, in dem er über die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags befindet.

Wenn erforderliche Auskünfte oder Unterlagen fehlen, gilt der Antrag als unvollständig.

§ 3. Wenn der Antrag unvollständig ist, teilt der Generaldirektor dem Antragsteller per Einschreiben mit, welche Auskünfte oder Unterlagen fehlen. Der Antragsteller verfügt alsdann über dreißig Tage ab dem Eingang des Schreibens, um dem Generaldirektor die fehlenden Auskünfte oder Unterlagen per Schreiben zu übermitteln. Innerhalb von fünfzehn Tagen ab dem Eingang der ergänzenden Unterlagen übermittelt der Generaldirektor dem Antragsteller seinen Beschluss über die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags.

§ 4. Der Antrag ist unzulässig:

1° wenn er unter Verstoß gegen § 1 eingereicht wurde;

2° wenn er zum zweiten Mal als unvollständig betrachtet wird;

3° wenn der Antragsteller die ergänzenden Unterlagen nicht innerhalb der in § 3 erwähnten Frist übermittelt.

Art. 5 - Der Generaldirektor sendet dem Antragsteller innerhalb einer Frist von fünfundvierzig Tagen ab dem Tag, an dem er seinen Beschluss über die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags gesandt hat, per Schreiben bei der Post seinen Beschluss über die Gewährung oder Verweigerung der Zulassung.

Art. 6 - Der Antragsteller kann beim Minister Einspruch gegen den in Artikel 5 erwähnten Beschluss oder gegen das Fehlen eines Beschlusses innerhalb der vorgeschriebenen Frist erheben, und zwar gemäß Artikel 2 des Erlasses zur Festlegung der Modalitäten für die Einsprüche vor der Kommission.

Abschnitt 3 — Dauer und Erneuerung der Zulassung

Art. 7 - Die Zulassung als Prüfer wird für eine Dauer von fünf Jahren gewährt.

Sie kann erneuert werden.

Die Artikel 3 bis 6 sind beim Erneuerungsantrag anwendbar.

Der Erneuerungsantrag muss mindestens 6 Monate vor Ablauf der laufenden Zulassung eingereicht werden. In diesem Fall bleibt diese bis zum dem Datum gültig, an dem der Beschluss der zuständigen Behörde rechtskräftig wird.

Abschnitt 4 — Aussetzung und Entzug der Zulassung

Art. 8 - Der Generaldirektor kann die Zulassung aussetzen oder entziehen:

1° wenn eine Verfehlung seitens des Prüfers in der Ausübung seines Amtes festgestellt wird;

2° wenn der zugelassene Prüfer die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses übertritt;

3° wenn eines der im Zulassungsantrag angegebenen Elemente geändert wird.

Art. 9 - Wenn der Generaldirektor beabsichtigt, die Zulassung auszusetzen oder zu entziehen, setzt er den Prüfer per Einschreiben davon in Kenntnis. In dem Aussetzungs- oder Entzugsvorschlag werden die Gründe angegeben, die die Aussetzung bzw. den Entzug rechtfertigen.

Der Prüfer verfügt alsdann über eine Frist von dreißig Tagen ab dem Eingang des Aussetzungs- oder Entzugsvorschlags, um dem Generaldirektor seine schriftlichen Bemerkungen zu übermitteln.

Der Prüfer wird ebenfalls auf seine Anfrage hin angehört.

Art. 10 - Der Generaldirektor fasst innerhalb einer Frist von dreißig Tagen:

1° entweder ab dem Eingang der in Artikel 9, Absatz 2 erwähnten Bemerkungen, oder mangels dessen, ab dem Ablauf der Frist von dreißig Tagen,

2° oder ab der in Artikel 9, Absatz 3 erwähnten Anhörung, falls diese stattfindet, einen Beschluss.

Dieser wird per Einschreiben an den Prüfer gesandt.

Art. 11 - In Abweichung von Artikel 9 des vorliegenden Erlasses kann der Generaldirektor in einem speziell begründeten Notfall die Zulassung unverzüglich aussetzen.

Art. 12 - § 1. Gegen die Beschlüsse zur Aussetzung oder zum Entzug der Zulassung kann der betroffene Prüfer beim Minister Einspruch erheben.

§ 2. Unter Gefahr der Unzulässigkeit wird der Einspruch an die Kommission gerichtet, und zwar gemäß Artikel 2 des Erlasses zur Festlegung der Modalitäten für den Einspruch vor der durch Artikel 6, § 3 des Dekrets eingerichteten beratenden Kommission.

§ 3. Außer in dem in Artikel 11 erwähnten Fall hat der Einspruch aufschiebende Wirkung.

Abschnitt 5 — Änderung der Zulassung

Art. 13 - Wenn eines der im Zulassungsantrag angegebenen Elemente geändert wird, setzt der Prüfer den Generaldirektor unverzüglich davon in Kenntnis.

KAPITEL III — Prüfungsverfahren

Art. 14 - Unbeschadet des Artikels 15 übermittelt der Betreiber der Dienststelle jedes Jahr spätestens bis zum 12. März nach dem Bezugsjahr per Schreiben die Berichterstattung betreffend die spezifizierten Treibhausgasemissionen, sowie den Bestätigungsbericht des Prüfers seiner Wahl.

Die Berichterstattung wird gemäß dem in der Anlage II angeführten Muster verfasst.

Der Prüfer erstellt den Bestätigungsbericht in drei Exemplaren in der dem Prüfungsprotokoll als Anlage beigefügten vorgeschriebenen Form. Er bewahrt ein Exemplar und übermittelt dem Betreiber zwei Exemplare.

Art. 15 - § 1. In den in Artikel 2, 2° erwähnten Fällen übermittelt der Betreiber der Dienststelle spätestens bis zum 12. Februar des Jahres, das auf das Bezugsjahr folgt, per Einsendung oder per Aushändigung gegen Empfangsbescheinigung die Berichterstattung betreffend seine spezifizierten Treibhausgasemissionen und ersucht die Dienststelle, diese Berichterstattung zu prüfen.

§ 2. Es werden Bearbeitungsgebühren zu Lasten eines jeden Betreibers erhoben, der die Prüfung seiner Berichterstattung durch die Dienststelle ersucht, deren Gesamtertrag dem Kyoto-Fonds zugeführt wird und der die Verwaltungskosten deckt.

Die Bearbeitungsgebühren betragen 1.500 Euro.

Art. 16 - Die Dienststelle beschließt auf der Grundlage der Berichterstattung und des von ihr erstellten Bestätigungsberichts, ob die Berichterstattung des Betreibers zufriedenstellend ist.

Der Beschluss wird dem Betreiber spätestens bis zum 31. März des Jahres, das auf das Bezugsjahr folgt, per Einschreiben zugesandt.

Art. 17 - Wenn die Berichterstattung zufriedenstellend ist, bestätigt die Dienststelle die spezifizierten Treibhausgasemissionen, die bis zum 30. April, der auf das Bezugsjahr folgt, zurückerstattet werden müssen.

Wenn die Berichterstattung nicht zufriedenstellend ist, oder wenn die Berichterstattung nicht innerhalb der in Artikel 14, Absatz 1 und 15, § 1 erwähnten Fristen übermittelt wurde, setzt die Dienststelle die verantwortliche Person von der Führung des Registers in Kenntnis und trifft alle erforderlichen Vorkehrungen, damit die Berichterstattung sowie die Datenverwaltungssysteme vorgezeigt oder angepasst werden, um die Auskünfte zu erhalten, die zur Gültigkeitserklärung der Berichterstattung nötig sind.

Art. 18 - § 1. Falls die Dienststelle beschlossen hat, dass die Berichterstattung nicht zufriedenstellend ist, steht dem Betreiber offen, beim Minister Einspruch gegen diesen Beschluss einzureichen.

§ 2. In Abweichung von Artikel 2 des Erlasses zur Festlegung der Modalitäten für die Einsprüche vor der durch Artikel 6, § 3 des Dekrets vom 10. November 2004 zur Einführung eines Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten zur Einrichtung eines wallonischen Kyoto-Fonds und über die Flexibilitätsmechanismen des Kyoto-Protokolls eingerichteten beratenden Kommission, und unter der Gefahr der Unzulässigkeit, wird der Einspruch innerhalb von sieben Tagen ab dem Eingang des Beschlusses der Dienststelle oder, falls kein Beschluss vorliegt, innerhalb von sieben Tagen ab dem Fälligkeitsdatum der in Artikel 16, Absatz 2 erwähnten Frist eingereicht. Er wird per Einschreiben bei der Post gegen Empfangsbescheinigung entsandt oder bei der Kommission gegen Abnahmebescheinigung ausgehändigt.

Der Einspruch enthält mindestens:

- 1° den Namen des Einsprucherhebers;
- 2° den angefochtenen Beschluss;
- 3° die Argumente, die zur Untermauerung des Einspruchs gelten zu lassen sind.

§ 3. In Abweichung von Artikel 2 des Erlasses zur Festlegung der Modalitäten für die Einsprüche vor der durch Artikel 6, § 3 des Dekrets vom 10. November 2004 zur Einführung eines Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten zur Einrichtung eines wallonischen Kyoto-Fonds und über die Flexibilitätsmechanismen des Kyoto-Protokolls eingerichteten beratenden Kommission, übermittelt die Kommission dem Einsprucherheber und der Dienststelle innerhalb von zehn Tagen ab dem Eingang des Einspruchs eine Empfangsbestätigung, in der das Datum der in Absatz 2 erwähnten Sitzung angegeben wird.

Innerhalb von zehn Tagen ab dem Eingang des Einspruchs werden der Einsprucherheber und die Dienststelle aufgefordert, vor der Kommission zu erscheinen.

Die Kommission nimmt ein Protokoll von der Sitzung auf und gibt der zuständigen Behörde innerhalb von fünf Tagen ihr Gutachten ab. In Ermangelung dessen wird das Verfahren weitergeführt.

Spätestens bis zum 28. April übermittelt der Minister dem Einsprucherheber per Einschreiben seinen Beschluss.

KAPITEL IV — *Aufbewahrung der Unterlagen*

Art. 19 - Die gesamte Prüfungsakte wird fünf Jahre lang von dem zugelassenen Prüfer und der Dienststelle aufbewahrt.

KAPITEL V — *Schlussbestimmungen*

Art. 20 - Der vorliegende Erlass tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 21 - Der Minister der Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 12. Januar 2006

Der Minister-Präsident,
E. DI RUPO

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

ANLAGE I

**FORMULAR ZUR BEANTRAGUNG DER ZULASSUNG ALS PRÜFER VON
TREIBHAUSGASEMISSIONEN**

In Anwendung des Dekrets vom 10. November 2004 zur Einführung eines Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten zur Einrichtung eines wallonischen Kyoto-Fonds und über die Flexibilitätsmechanismen des Kyoto-Protokolls (BS. 02.12.2004)

EINGEREICHT DURCH

.....

Der Verwaltung vorbehaltenes Feld

	Aktennr.:
	Eingangsdatum:

Aktualisierung des Formulars: 18. Oktober 2005

Ministerium der Wallonischen Region
Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt (DGRNE)
Avenue Prince de Liège, 15
5100 JAMBES
Webseite: <http://environnement.wallonie.be>

A. Identifizierung des bewerbenden Prüfers von Treibhausgasemissionen**A.1. Privatperson, die den Antrag einreicht:**

Name:	
Vorname:	
Funktion:	
Geburtsort und -datum:	
Staatsangehörigkeit:	
Straße, Nr. :	
Postleitzahl:	
Gemeinde:	
Land:	
Telefon:	
Fax:	
Mobiltelefon:	
E-Mail:	
Web:	

A.2. Gesellschaft, die den Antrag einreicht:

Firmenname:	
Rechtsform der Gesellschaft:	
Staatsangehörigkeit:	
Straße, Nr. :	
Postleitzahl:	
Gemeinde:	
Land:	
Telefon:	
Fax:	
E-Mail:	
Web:	
Eintragungsnummer ONSS:	
MwSt. Nr. (nur in Belgien):	

Person, die ordnungsgemäß zur Vertretung der Gesellschaft befugt ist:*(Unzutreffendes bitte streichen)*

Name:	
Vorname:	
Funktion:	
Geburtsort und -datum:	
Staatsangehörigkeit:	
Straße, Nr. :	
Postleitzahl:	
Gemeinde:	
Land:	
Telefon:	
Fax:	
Mobiltelefon:	
E-Mail:	

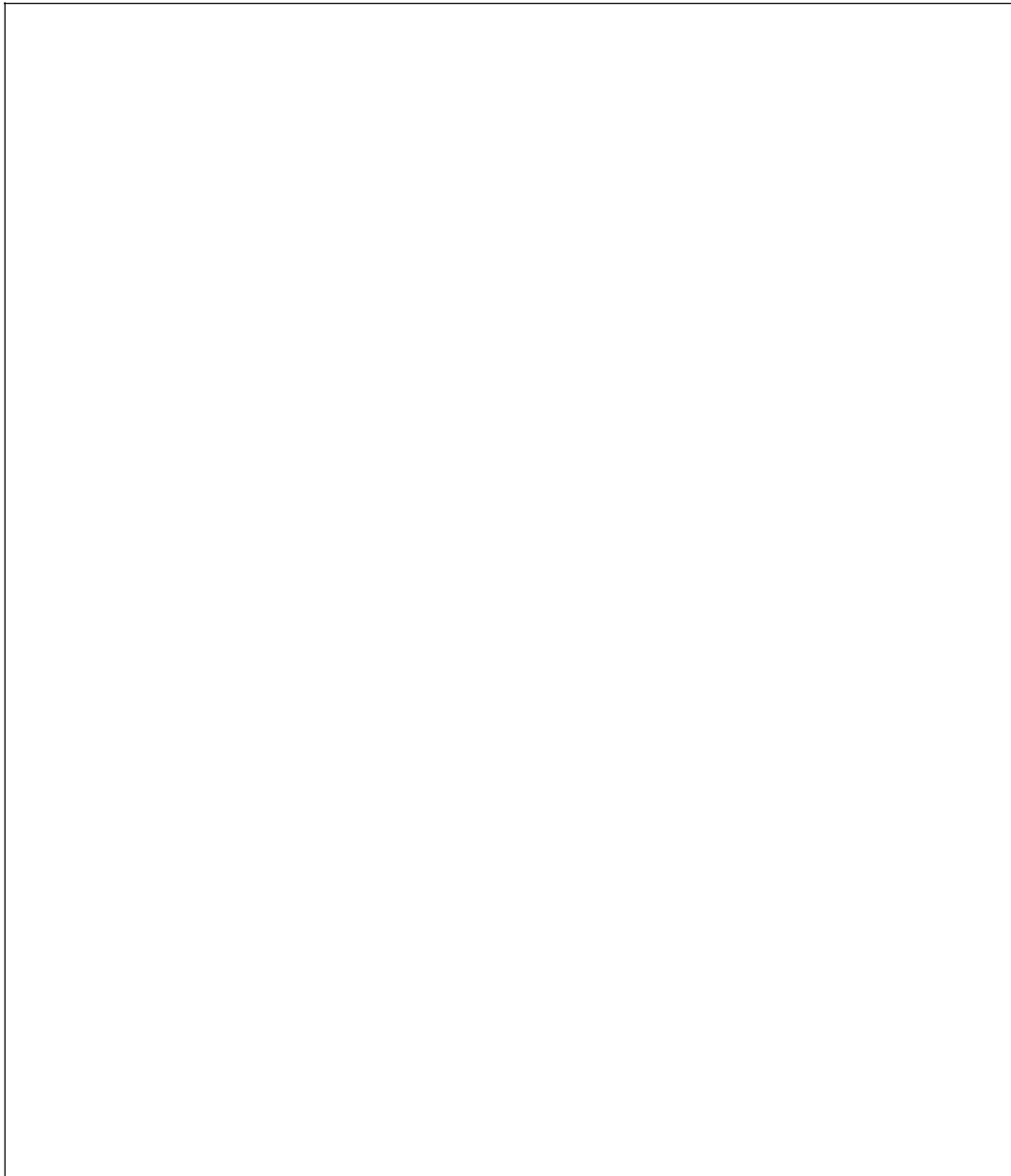
A.3. Kontaktperson für den Zulassungsantrag:

(Bitte das Feld streichen, wenn die Person die gleiche wie in der Rubrik A 1 ist)

Name:	
Vorname:	
Funktion:	
Straße, Nr. :	
Postleitzahl:	
Gemeinde:	
Land:	
Telefon:	
Fax:	
Mobiltelefon:	
E-Mail:	

B. Kompetenzen und Erfahrungen des Antragstellers:**B.1. Allgemeine Präsentation der wirtschaftlichen Tätigkeit des Antragstellers, insbesondere in Verbindung mit dem Beruf des Prüfers von Treibhausgasemissionen**

(Es handelt sich um eine freie Präsentation in der Absicht, den Antragsteller, sowie seine Tätigkeiten und wirtschaftliche Bedeutung kennen zu lassen und eine Verbindung mit dem Gegenstand der Zulassung herzustellen – höchstens 1 Seite, die mit einer deutlich gekennzeichneten Anlage B1 ergänzt werden kann)



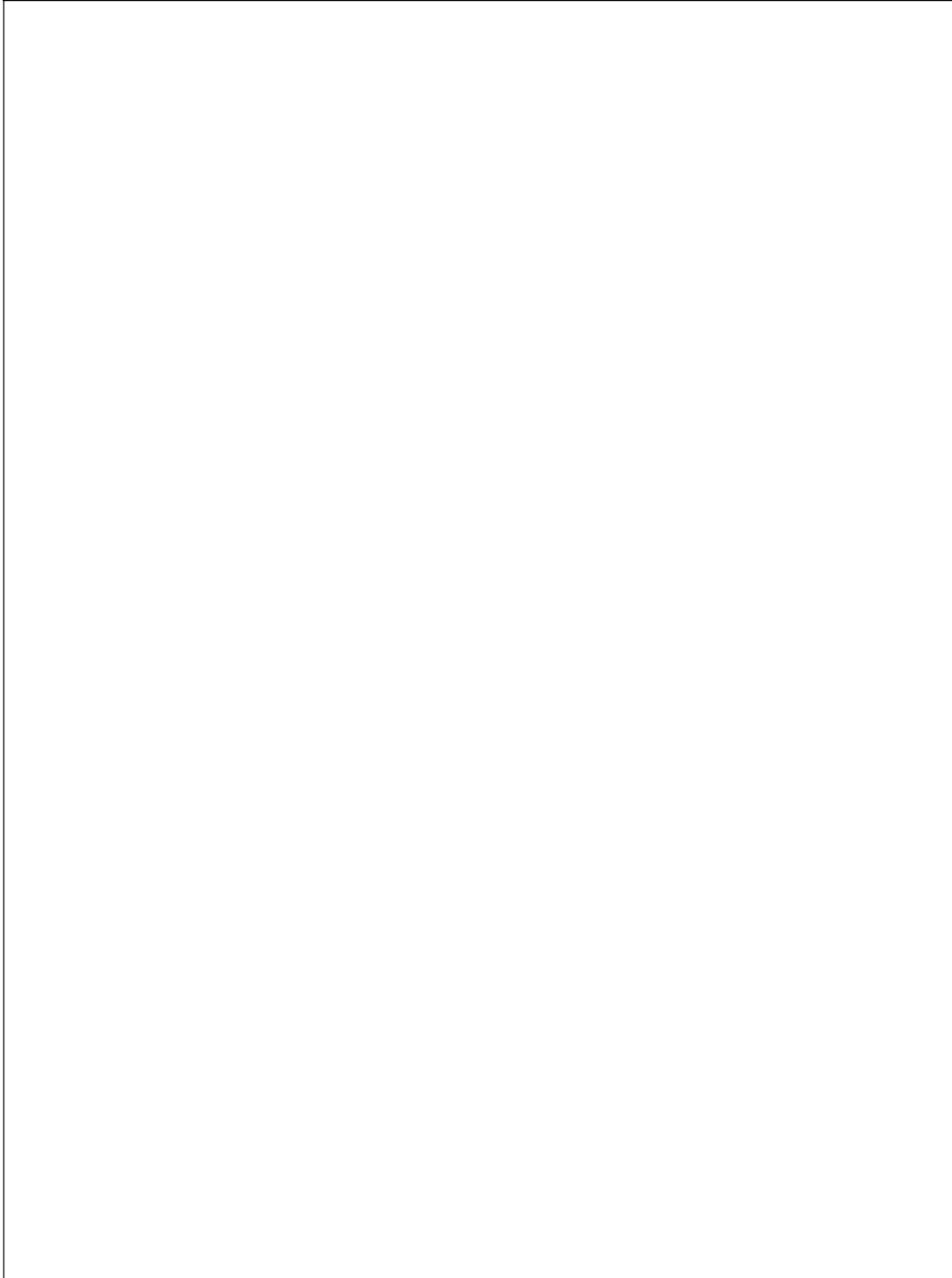
B.3. Präsentation der Referenzen und Erfahrungen des Antragstellers im Bereich der Prüfung von Treibhausgasemissionen

(Es steht dem Antragsteller zu, die Referenzen und Erfahrungen anzugeben, die er zum Nachweis seiner Sachverständigkeit im Bereich der Prüfung von Treibhausgasemissionen vorbringen kann (im Zusammenhang mit der Rubrik C), indem er für jede Rubrik mindestens ein Beispiel angibt, und zwar unter Angabe:

- *der kontrollierten Einrichtung und ihrer wirtschaftlichen Eigenschaften;*
- *des durchgeführten Auftrags – des Prüfungsberichts der Treibhausgasemissionen;*
- *der von dem Antragsteller durchgeführten Arbeitsvorgänge im Zusammenhang mit der Prüfung von Treibhausgasemissionen*

Er kann diesen Teil in einer deutlich gekennzeichneten Anlage B3 ergänzen)

**B.4. Präsentation der technischen Mittel des Antragstellers und der Zusammenarbeiten,
die zur Durchführung der Prüfung von Treibhausgasemissionen vorgesehen sind**

A large, empty rectangular box with a thin black border, occupying the majority of the page below the section header. It is intended for the applicant to present technical means and cooperation for the testing of greenhouse gas emissions.

C. Derweilige Zulassungen und Akkreditierungen des Antragstellers

- Als Sachverständiger im Bereich des Energieaudits
Beschreibung + Abschrift

- Als Umweltverträglichkeitsprüfer
Beschreibung + Abschrift

- Akkreditierung
Beschreibung + Abschrift

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. Januar 2006 über die Prüfung der Berichterstattungen betreffend die spezifischen Treibhausgasemissionen als Anlage beigelegt zu werden.

Namur, den 12. Januar 2006

Der Minister-Präsident,

E. DIRUPO

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des
Tourismus,

B. LUTGEN

ANLAGE 2

Allgemeines Berichterstattungsformular betreffend die spezifischen
Treibhausgasemissionen

Das ausgefüllte Formular **stellt Ihre Berichterstattung betreffend die spezifizierten Treibhausgasemissionen dar,** in Anwendung des Dekrets vom 10. November 2004 zur Einführung eines Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten zur Einrichtung eines wallonischen Kyoto-Fonds und über die Flexibilitätsmechanismen des Kyoto-Protokolls.

Anweisungen zum Ausfüllen der Berichterstattung

Der Antragsteller gibt eine Erklärung über die spezifischen Treibhausgasemissionen ab, und zwar gemäß den in dem oben erwähnten Dekret vom 10. November 2004 vorgesehenen oder gemäß den im Sinne dieses Dekrets vorgesehenen Bedingungen. Der Betreiber bezieht sich insbesondere auf die Bedingungen seiner Zulassung zur Emission von spezifizierten Treibhausgasemissionen.

Das Formular zur vorliegenden Berichterstattung muss als Grundlage der Erklärung der quantitativen Daten dienen.

Jeder Betreiber muss folgende Informationen in die Berichterstattung einbeziehen:

- (1) die Daten zur Identifizierung der Anlage, sowie die Zulassungsnummer der Anlage, die ihr speziell zugeteilt wurde;
- (2) für alle Quellen, die gesamten Emissionen, die angewandte Methode (Messung oder Berechnung), gegebenenfalls die gewählten Ebenenkonzepte und Messungsmethode, die Tätigkeitsdaten¹, die Emissionsfaktoren² und die Oxidations- und Umsetzungsfaktoren³. Wenn die Massenbilanzmethode angewandt wird, muss der Betreiber den Massenstrom, Kohlenstoffgehalt und Energieinhalt für jeden Verkehr von Brennstoffen und Stoffen in die und aus der Anlage, sowie die Vorräte an Brennstoffen und Stoffen angeben;
- (3) die vorübergehenden und dauerhaften Veränderungen der Ebenenkonzepte, die Gründe dieser Veränderungen, das Datum des Eintretens der Veränderungen, sowie das Datum des Anfangs und des Endes der zeitweiligen Veränderungen;
- (4) jede Veränderung, die im Laufe der Berichterstattungsperiode eintritt und für die Berichterstattung betreffend die spezifischen Treibhausgasemissionen von Interesse ist.

Die in den Punkten 3 und 4 erwähnten Informationen und die in Punkt 2 erwähnten zusätzlichen Informationen, die nicht in den Tabellen des Berichterstattungsformulars angegeben werden können, werden in der Form eines Textes in der jährlichen Emissionserklärung und/oder in der Form von der Erklärung beigefügten Anlagen dargeboten.

Folgende Informationen, die nicht in den Emissionen berücksichtigt werden, werden nur zur Erinnerung angegeben:

¹ Die Tätigkeiten bezüglich der Verbrennungstätigkeiten werden in Energie (Hi) und in Masse angegeben. Die aus Biomasse bestehenden Brennstoffe oder Rohstoffe müssen ebenfalls in den Tätigkeitsdaten angegeben werden.

² Die Emissionsfaktoren bezüglich der Verbrennungstätigkeiten werden in CO₂-Emissionen pro Energieinhalt angegeben.

³ Die Umsetzungs- und Oxidationsfaktoren werden in Bruchteilen ohne Angabe von Einheiten gegeben.

- Menge der verbrannten Biomasse (TJ) oder der in den Verfahren verwendeten Biomasse (t oder m³);
- Emissionen von CO₂ (t CO₂) aus der Biomasse, wenn die Emissionen durch eine Messungsmethode bestimmt werden;
- CO₂, das aus einer Anlage weitergeleitet wird (t CO₂), und die Typen von Kompositstoffen, in die es weitergeleitet wurde;

Die Arten von Abfällen und Emissionen, die sich aus der Verwendung von Abfällen als Brennstoffe oder Rohstoffe ergeben, müssen ebenfalls angegeben werden. Die Arten der Abfälle werden unter Benutzung der in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. Juli 1997 zur Festlegung eines Abfallkatalogs vorgesehenen Einstufung angegeben. Die jeweiligen sechsstelligen Codes müssen der Bezeichnung der entsprechenden, in der Anlage verwendeten Abfallarten beigefügt werden.

Die Emissionen aus mehreren, sich in derselben Anlage befindenen Quellen und die zu der gleichen Tätigkeitsart gehören, können in der Form einer Gesamtsumme für jede Tätigkeitsart angegeben werden.

Die gesamten Emissionen der Tätigkeiten werden in aufgerundeten Tonnen CO₂ ausgedrückt (z.B. 1 245 978 Tonnen).

Der Betreiber kann in der Berichterstattung die Informationen angeben, die er auf kommerzieller Ebene als empfindlich erachtet.

1) Allgemeine Informationen**Berichterstattungsjahr**

- + Bezugsjahr der spezifizierten Treibhausgasemissionen der vorliegenden Berichterstattung:

Firmendaten der Muttergesellschaft

- + Firmenname der Muttergesellschaft:
 Anschrift der Muttergesellschaft:

Betriebsdaten

- + Bezeichnung des Betriebs (Betreiber):
 Anschrift des Betriebs:

- + Nummer der Zulassung für die Emission von spezifizierten Treibhausgasen:
+ Identifikationsnummer des EPER-Registers (falls anwendbar):

Personalien der Kontaktperson

- + Name der Kontaktperson: @E-mail-Adresse:
Funktion:
 Anschrift der Kontaktperson: ☎ Tel.:
Fax:

Tätigkeitsarten genannt „Emission trading“

- + Art der durchgeführten Tätigkeiten (Siehe Ihre Zulassung für die Emission von spezifizierten Treibhausgasen)

IPPC-Kode

- 1.
- 2.
- 3.
- 4.

- 2) Berichterstattung betreffend die spezifizierten Treibhausgasemissionen
 A. BERECHNETE CO₂-EMISSIONEN

Wenn der Betrieb **mehrere Tätigkeiten genannt „Emission trading“** vorweist, **fotokopieren Sie bitte die Tabellen** und füllen Sie diese für jede Tätigkeit aus.
 Falls Veränderungen des Methodenniveaus⁴ oder Änderungen der Anlagen⁵ stattgefunden haben, geben Sie diese bitte an und fügen Sie die relevanten Informationen als Anlage bei.

CO₂ Verbrennungsemissionen

A.2.1 Nur fossile Brennstoffe (Füllen Sie bitte eine Tabelle pro Brennstoff aus!)

Tätigkeit:

Fossiler Brennstoff:	Daten bezüglich der Tätigkeit		Emissionsfaktor	Oxidationsfaktor	Gesamte Emissionen
	t oder m ³	Hi (10 ⁻³ TJ/t oder m ³)				t CO_{2}/TJ	t CO_{2}
Angewandtes Methodenniveau					

Fossiler Brennstoff:	Daten bezüglich der Tätigkeit		Emissionsfaktor	Oxidationsfaktor	Gesamte Emissionen
	t oder m ³	Hi (10 ⁻³ TJ/t oder m ³)				t CO_{2}/TJ	t CO_{2}

⁴ Siehe Ihre Zulassung für die Emission von spezifizierten Treibhausgasen

⁵ Jede in der Anlage eintretende Änderung im Laufe der Berichterstattungsperiode, die für die Emissionsberichterstattung von Interesse ist, das heißt die vorübergehenden oder dauerhaften Änderungen bezüglich der Ebenenkonzepte, die Gründe für diese Änderungen, das Datum des Eintretens der Änderungen, sowie das Datum des Beginns und des Endes der zeitweiligen Änderungen.

Angewandtes Methodenniveau						
Fossiler Brennstoff:						
	Daten bezüglich der Tätigkeit	Emissions- faktor	Oxidations- faktor	Gesamte Emissionen		
	t oder m ³	t CO ₂ /TJ		t CO ₂		
	Hi (10 ⁻³ TJ/t oder m ³)					
Angewandtes Methodenniveau						
Fossiler Brennstoff:						
	Daten bezüglich der Tätigkeit	Emissions- faktor	Oxidations- faktor	Gesamte Emissionen		
	t oder m ³	t CO ₂ /TJ		t CO ₂		
	Hi (10 ⁻³ TJ/t oder m ³)					
Angewandtes Methodenniveau						
Fossiler Brennstoff:						
	Daten bezüglich der Tätigkeit	Emissions- faktor	Oxidations- faktor	Gesamte Emissionen		
	t oder m ³	t CO ₂ /TJ		t CO ₂		
	Hi (10 ⁻³ TJ/t oder m ³)					
Angewandtes Methodenniveau						

Angewandtes Methodenniveau									
Fossiler Brennstoff:									
	Daten bezüglich der Tätigkeit								
	t oder m ³	Hi (10 ⁻³ TJ/t oder m ³)							
Angewandtes Methodenniveau									t CO ₂
Fossiler Brennstoff:									
	Daten bezüglich der Tätigkeit								
	t oder m ³	Hi (10 ⁻³ TJ/t oder m ³)							
Angewandtes Methodenniveau									t CO ₂
Fossiler Brennstoff:									
	Daten bezüglich der Tätigkeit								
	t oder m ³	Hi (10 ⁻³ TJ/t oder m ³)							
Angewandtes Methodenniveau									t CO ₂
Fossiler Brennstoff:									
	Daten bezüglich der Tätigkeit								
	t oder m ³	Hi (10 ⁻³ TJ/t oder m ³)							
Angewandtes Methodenniveau									t CO ₂

A.2.2. Biomasse und/oder gemischte Brennstoffe

Tätigkeit:

Biomasse oder gemischter Brennstoff:				
Biomassenanteil (ausgedrückt in 0 – 100 % des Kohlenstoffgehalts aus der Biomasse im Verhältnis zum gesamten Kohlenstoff):				
	Daten bezüglich der Tätigkeit	Emissionsfaktor:	Oxidationsfaktor	Gesamte fossile Emissionen
t oder m ³	Hi (10 ⁻³ TJ/t oder m ³)	t CO ₂ /TJ		t CO ₂
.....				
Angewandtes Methodenniveau				

Biomasse oder gemischter Brennstoff:				
Biomassenanteil (ausgedrückt in 0 – 100 % des Kohlenstoffgehalts aus der Biomasse im Verhältnis zum gesamten Kohlenstoff):				
	Daten bezüglich der Tätigkeit	Emissionsfaktor	Oxidationsfaktor	Gesamte fossile Emissionen
t oder m ³	Hi (10 ⁻³ TJ/t oder m ³)	t CO ₂ /TJ		t CO ₂
.....				
Angewandtes Methodenniveau				

Biomasse oder gemischter Brennstoff:				
Biomassenanteil (ausgedrückt in 0 – 100 % des Kohlenstoffgehalts aus der Biomasse im Verhältnis zum gesamten Kohlenstoff):				
	Daten bezüglich der Tätigkeit	Emissionsfaktor	Oxidationsfaktor	Gesamte fossile Emissionen

	t oder m ³	Hi (10 ⁻³ TJ/t oder m ³)	t CO ₂ /TJ	t CO ₂
Angewandtes Methodenniveau				
Biomasse oder gemischter Brennstoff:				
Biomassenanteil (ausgedrückt in 0 – 100 % des Kohlenstoffgehalts aus der Biomasse im Verhältnis zum gesamten Kohlenstoff)				
	Daten bezüglich der Tätigkeit	Emissionsfaktor	Oxidationsfaktor	Gesamte fossile Emissionen t CO ₂
	t oder m ³	Hi (10 ⁻³ TJ/t oder m ³)	t CO ₂ /TJ	
Angewandtes Methodenniveau				
Biomasse oder gemischter Brennstoff:				
Biomassenanteil (ausgedrückt in 0 – 100 % des Kohlenstoffgehalts aus der Biomasse im Verhältnis zum gesamten Kohlenstoff)				
	Daten bezüglich der Tätigkeit	Emissionsfaktor	Oxidationsfaktor	Gesamte fossile Emissionen t CO ₂
	t oder m ³	Hi (10 ⁻³ TJ/t oder m ³)	t CO ₂ /TJ	
Angewandtes Methodenniveau				
Biomasse oder gemischter Brennstoff:				
Biomassenanteil (ausgedrückt in 0 – 100 % des Kohlenstoffgehalts aus der Biomasse im Verhältnis zum gesamten Kohlenstoff)				
	Daten bezüglich der Tätigkeit	Emissionsfaktor	Oxidationsfaktor	Gesamte fossile Emissionen t CO ₂
	t oder m ³	Hi (10 ⁻³ TJ/t oder m ³)	t CO ₂ /TJ	
Angewandtes Methodenniveau				

CO₂-Verfahrensemissionen

A.3.1 Verfahren, bei denen nur fossile Rohstoffe verwendet werden

Tätigkeit:

Art des Verfahrens ⁶ :				
Beschreibung des fossilen Rohstoffs:				
	Daten bezüglich der Tätigkeit t oder m ³	Emissionsfaktor t CO ₂ /t oder m ³	Umsetzungsfaktor:	Gesamte Emissionen t CO ₂
Angewandtes Methodenniveau				

Beschreibung des fossilen Rohstoffs:				
	Daten bezüglich der Tätigkeit t oder m ³	Emissionsfaktor: t CO ₂ /t oder m ³	Umsetzungsfaktor:	Gesamte Emissionen t CO ₂
Angewandtes Methodenniveau				

Beschreibung des fossilen Rohstoffs:				
	Daten bezüglich der Tätigkeit t oder m ³	Emissionsfaktor t CO ₂ /t oder m ³	Umsetzungsfaktor:	Gesamte Emissionen t CO ₂
Angewandtes Methodenniveau				

Art des Verfahrens:				
Beschreibung des fossilen Rohstoffs:				

⁶ Unter Verfahren versteht man zum Beispiel „Entkarbonisierung“, „Kalzinierung“ „Abgasbehandlung“ usw.

	Daten bezüglich der Tätigkeit t oder m ³	Emissionsfaktor t CO ₂ /t oder m ³	Umsetzungsfaktor:	Gesamte Emissionen t CO ₂
Angewandtes Methodenniveau				
Beschreibung des fossilen Rohstoffs:				
	Daten bezüglich der Tätigkeit t oder m ³	Emissionsfaktor t CO ₂ /t oder m ³	Umsetzungsfaktor:	Gesamte Emissionen t CO ₂
Angewandtes Methodenniveau				
Beschreibung des fossilen Rohstoffs:				
	Daten bezüglich der Tätigkeit t oder m ³	Emissionsfaktor t CO ₂ /t oder m ³	Umsetzungsfaktor:	Gesamte Emissionen t CO ₂
Angewandtes Methodenniveau				

A.3.2 Verfahren, bei denen Biomasse oder gemischte Rohstoffe verwendet werden

Tätigkeit:

Art des Verfahrens:			
Beschreibung der Biomasse oder der gemischten Rohstoffe:			
Biomassenanteil (ausgedrückt in 0 – 100 % des Kohlenstoffgehalts aus der Biomasse im Verhältnis zum gesamten Kohlenstoff):			
Daten bezüglich der Tätigkeit	Emissionsfaktor	Umsetzungsfaktor:	Gesamte fossile Emissionen
t oder m ³	t CO ₂ /t oder m ³		t CO ₂
.....
Angewandtes Methodenniveau			

Beschreibung der Biomasse oder der gemischten Rohstoffe:			
Biomassenanteil (ausgedrückt in 0 – 100 % des Kohlenstoffgehalts aus der Biomasse im Verhältnis zum gesamten Kohlenstoff):			
Daten bezüglich der Tätigkeit	Emissionsfaktor	Umsetzungsfaktor:	Gesamte fossile Emissionen
t oder m ³	t CO ₂ /t oder m ³		t CO ₂
.....
Angewandtes Methodenniveau			

Beschreibung der Biomasse oder der gemischten Rohstoffe:			
Biomassenanteil (ausgedrückt in 0 – 100 % des Kohlenstoffgehalts aus der Biomasse im Verhältnis zum gesamten Kohlenstoff):			
Daten bezüglich der Tätigkeit	Emissionsfaktor	Umsetzungsfaktor:	Gesamte fossile Emissionen
t oder m ³	t CO ₂ /t oder m ³		t CO ₂
.....

Angewandtes Methodenniveau	.....	.....	.....	.....
Art des Verfahrens:				
Beschreibung der Biomasse oder der gemischten Rohstoffe:				
Biomassenanteil (ausgedrückt in 0 – 100 % des Kohlenstoffgehalts aus der Biomasse im Verhältnis zum gesamten Kohlenstoff):				
Angewandtes Methodenniveau	Daten bezüglich der Tätigkeit	Emissionsfaktor	Umsetzungsfaktor:	Gesamte fossile Emissionen t CO ₂
	t oder m ³	t CO ₂ /t oder m ³	.....	t CO ₂
.....				
Beschreibung der Biomasse oder der gemischten Rohstoffe:				
Biomassenanteil (ausgedrückt in 0 – 100 % des Kohlenstoffgehalts aus der Biomasse im Verhältnis zum gesamten Kohlenstoff):				
Angewandtes Methodenniveau	Daten bezüglich der Tätigkeit	Emissionsfaktor	Umsetzungsfaktor:	Gesamte fossile Emissionen t CO ₂
	t oder m ³	t CO ₂ /t oder m ³	.....	t CO ₂
.....				

Massenbilanzmethode

Tätigkeit:

Beschreibung des Stoffs:					
Biomassenanteil (ausgedrückt in 0 – 100 % des Kohlenstoffgehalts aus der Biomasse im Verhältnis zum gesamten Kohlenstoff):					
Daten bezüglich der Inputs	Daten bezüglich der Outputs		Kohlenstoffgehalt	Umsetzungsfaktor: von C in CO ₂	Gesamte fossile Emissionen
	t	Art(en) von Output ⁸				% C	t CO_{2}
.....	3,667	.....
Angewandtes Methodenniveau					
1					

Beschreibung des Stoffs:					
Biomassenanteil (ausgedrückt in 0 – 100 % des Kohlenstoffgehalts aus der Biomasse im Verhältnis zum gesamten Kohlenstoff):					
Daten bezüglich der Inputs	Daten bezüglich der Outputs		Kohlenstoffgehalt	Umsetzungsfaktor: von C in CO ₂	Gesamte fossile Emissionen
	t	Art(en) von Output				% C	t CO_{2}
.....	3,667	.....
Angewandtes Methodenniveau					
1					

Beschreibung des Stoffs:					
Biomassenanteil (ausgedrückt in 0 – 100 % des Kohlenstoffgehalts aus der Biomasse im Verhältnis zum gesamten Kohlenstoff):					

⁷ Unter Outputs versteht man die Produkte, die Ausfuhr und die Vorratsveränderungen (negatives Zeichen für die CO₂-Emissionen, die sich darauf beziehen).

⁸ Unter Art(en) von Output ist zu verstehen, dass anzugeben ist, ob es sich um ein Produkt und/oder eine Ausfuhr und/oder eine Vorratsveränderung handelt.

A.1 Übersichtstabelle der berechneten CO₂-Emissionen

CO ₂ -Verbrennungsemissionen: Tätigkeiten insgesamt	
Gesamte fossile Verbrennungsemissionen (t CO ₂)	.....
Gesamte verwendete Biomasse (TJ) ⁹	.....
CO ₂ -Verfahrensemissionen: Tätigkeiten insgesamt	
Gesamte fossile Verfahrensemissionen (t CO ₂)	.....
Gesamte verwendete Biomasse (t oder m ³) ¹⁰:	.....
CO ₂ -Emissionen durch die Massenbilanzmethode Tätigkeiten insgesamt	
Gesamte fossile Emissionen durch die Massenbilanzmethode (t CO ₂)	.....
Gesamte verwendete Biomasse (t oder m ³):	.....

⁹ Gesamte verwendete Biomasse (TJ) = Summe der verschiedenen Mengen von Biomasse oder gemischten Brennstoffen (t oder m³), jeweils multipliziert mit ihrem Hi (TJ/ t oder m³) und ihrem Biomassenanteil (%), und zwar für die gesamten Tätigkeiten genannt „Emission trading“.

¹⁰ Gesamte verwendete Biomasse (TJ) = Summe der verschiedenen Mengen von Biomasse oder gemischten Brennstoffen (t oder m³), jeweils multipliziert mit ihrem Hi (TJ/ t oder m³) und ihrem Biomassenanteil (%), und zwar für die gesamten Tätigkeiten genannt „Emission trading“.

B. BERECHNETE CO₂-EMISSIONEN

Für die berechneten CO₂-Emissionen füllen Sie bitte die entsprechenden Zeilen der nachstehenden Tabellen aus:

Tätigkeiten	CO ₂ -Emissionen t CO ₂	Unsicherheitsgrad der Messung %
1.
2.
3.
4.
Insgesamt

Tätigkeiten	Bei der Verbrennung verwendete Biomasse TJ	Bei den Verfahren verwendete Biomasse t oder m ³	CO ₂ -Emissionen aus der Biomasse t CO ₂
1.
2.
3.
4.
Insgesamt

C. C. WEITERGELEITETES CO₂

Tätigkeiten	Weitergeleitetes CO ₂ Menge t CO ₂	Anwendung ¹¹
1.
2.
3.
4.
Insgesamt

¹¹ Unter Anwendung versteht man die Verwendung des weitergeleiteten CO₂ (Getränkegas, Kühlmittel, Lösungsmittel, Rohstoff, ausgeführter „Brennstoff“ usw.).

D. ÜBERSICHTSTABELLE DER GESAMTEN FOSSILEN CO2-EMISSIONEN

Gesamte fossile CO ₂ -Emissionen (berechnet + gemessen) Tätigkeiten insgesamt	
Gesamte fossile Emissionen (t CO₂)	.....

Anzahl und Titel der dieser Berichterstattung beigefügten Belegstücke

Anlage1	
Anlage2	
Anlage3	
Anlage4	
Anlage5	
Anlage6	
Anlage7	
Anlage 8	
Anlage 9	
Anlage 10	
Anlage 11	
Anlage 12	

UNTERZEICHNER

Name: Datum und Unterschrift:
Funktion:
Telefon:
E-mail-Adresse:

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. Januar 2006 über die Prüfung der Berichterstattungen betreffend die spezifizierten Treibhausgasemissionen als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 12. Januar 2006

Der Minister-Präsident,

E. DI RUPO

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,

B. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 2006 — 343

[C — 2006/27007]

**12 JANUARI 2006. — Besluit van de Waalse Regering
betreffende de verificatie van de rapportage van de gespecificeerde broeikasgasemissies**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 10 november 2004 tot invoering van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten, tot oprichting van een "Fonds wallon Kyoto" (Waals Kyotofonds) en betreffende de flexibiliteitsmechanismen van het Protocol van Kyoto, inzonderheid op de artikelen 2, 7^o, 7, § 7, 9 en 10;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 17 oktober 2005;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 10 november 2005

Gelet op het advies van de Raad van State, nr. 39.488/4, gegeven op 19 december 2005, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Definities en algemeen beginsel*

Artikel 1. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1^o Referentiejaar het jaar in de loop waarvan er toezicht werd gehouden op de gespecificeerde broeikasgasemissies van een inrichting waarvoor een rapportage van de exploitant wordt vereist;

2^o commissie : de adviescommissie ingesteld bij artikel 6, § 3, van het decreet van 10 november 2004 tot invoering van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten, tot oprichting van een "Fonds wallon Kyoto" en betreffende de flexibiliteitsmechanismen van het Protocol van Kyoto;

3^o decreet : het decreet van 10 november 2004 tot invoering van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten, tot oprichting van een "Fonds wallon Kyoto" en betreffende de flexibiliteitsmechanismen van het Protocol van Kyoto;

4^o directeur-generaal : de directeur-generaal van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van het Ministerie van het Waalse Gewest;

5^o Minister : de Minister van Leefmilieu;

6^o verificatieprotocol : de door de Minister vastgelegde modaliteiten die de verificateur of de dienst in acht moet nemen bij de verificatie van de rapportage van de gespecificeerde broeikasgasemissies;

7^o bevestigingsrapport : het door de verificateur opgestelde rapport betreffende de verificatie van de rapportage van de gespecificeerde broeikasgasemissies van een inrichting;

8^o dienst : de dienst van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van het Ministerie van het Waalse Gewest bevoegd voor de bestrijding van luchtverontreiniging en klimaatsveranderingen.

Art. 2. De verificatie van de rapportage van de gespecificeerde broeikasgasemissies wordt uigevoerd door een verificateur die erkend is overeenkomstig de bepalingen van dit besluit.

In afwijking van het eerste lid, kan de verificatie op verzoek van de exploitant aan de dienst toevertrouwd worden als het gaat om een inrichting waarvoor de rapportage uitsluitend betrekking heeft op gespecificeerde broeikasgasemissies van minder dan 10 kT tijdens het referentiejaar. In dit geval doet de dienst een beroep op een zelfstandige verificateur om het bevestigingsrapport op te stellen.

HOOFDSTUK II. — *Erkenning van de verificateurs**Afdeling 1. — Erkenningsvoorwaarden*

Art. 3. § 1. Elke persoon die aan de volgende voorwaarden voldoet, kan als verificateur erkend worden :

1^o over de nodige bevoegdheden beschikken of, in het geval van een rechtspersoon, over personeel dat voldoende bevoegd is om de verificatie van de rapportage van de gespecificeerde broeikasgasemissies uit te voeren.

2^o indien nodig, over externe medewerkers beschikken ter begeleiding van de personen bedoeld in 1^o;

3^o over de nodige technische middelen beschikken om de verificatie van de rapportage uit te voeren;

4^o niet het voorwerp hebben uitgemaakt van een erkenningsintrekking binnen de drie jaar die voorafgaan aan de erkenningsaanvraag;

5^o niet het voorwerp zijn van een opschorting van de erkenning op de dag van de indiening van de erkenningsaanvraag;

6^o rechtstreeks noch onrechtstreeks belangen hebben in de inrichtingen die het voorwerp van de verificatie zullen uitmaken, noch als raadgever optreden bij de procedures betreffende de verificatie, de inzameling, de behandeling van de gegevens betreffende deze inrichtingen. Desgevallend wordt de lijst van de inrichtingen overgelegd waarvoor de verificateur geen diensten wil verstrekken.

§ 2. De houders van een erkenning als auteur van milieueffectonderzoeken, zoals bedoeld in artikel R.58, 4^o, van Boek I van het Milieuwetboek, alsook de houders van een erkenning als deskundige in energie-audits, zoals bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 30 mei 2002 tot toekenning van toelagen voor de verbetering van de energetische efficiëntie en voor de bevordering van een rationeler gebruik van de energie uit de privé-sector worden geacht te voldoen aan de voorwaarde bedoeld in § 1, 1^o.

Afdeling 2. — Erkenningsprocedure

Art. 4. § 1. De erkenningsaanvraag wordt schriftelijk aan de directeur-generaal gericht aan de hand van een formulier waarvan het model in bijlage I vastligt.

§ 2. De directeur-generaal stuurt zijn beslissing waarbij hij de aanvraag volledig en ontvankelijk bevindt binnen vijftien dagen aan de aanvrager, te rekenen van de datum van ontvangst ervan.

De aanvraag is onvolledig als vereiste gegevens of stukken ontbreken.

§ 3. Indien de aanvraag onvolledig is, wijst de directeur bij aangetekend schrijven op de ontbrekende gegevens of stukken. De aanvrager beschikt vervolgens over dertig dagen, te rekenen van de datum van ontvangst van het schrijven, om de gevraagde ontbrekende gegevens of stukken per post aan de directeur-generaal over te maken. Binnen vijftien dagen na ontvangst van de aanvullende gegevens en stukken richt de directeur-generaal zijn beslissing waarbij hij de aanvraag volledig en ontvankelijk bevindt aan de aanvrager.

§ 4. De aanvraag is onontvankelijk :

1° als ze in overtreding van § 1 wordt ingediend;

2° als ze tweemaal onvolledig wordt bevonden;

3° als de aanvrager de ontbrekende gegevens en stukken niet verstrekt binnen de termijn bedoeld in § 3.

Art. 5. De directeur-generaal richt zijn beslissing tot toekenning of weigering van de erkenning per post aan de aanvrager binnen een termijn van vijfenveertig dagen, te rekenen van de datum van verzending van zijn beslissing waarbij de aanvraag volledig en ontvankelijk is bevonden.

Art. 6. De aanvrager kan bij de Minister een beroep indienen tegen de beslissing bedoeld in artikel 5 of tegen het gebrek aan beslissing binnen de toegestane termijn, overeenkomstig artikel 2 van het besluit tot bepaling van de beroepsmodaliteiten voor de commissie.

Afdeling 3. — Duur en hernieuwing van de erkenning

Art. 7. De erkenning als verificateur wordt verleend voor een termijn van vijf jaar.

Het kan worden vernieuwd.

De artikelen 3 tot 6 zijn van toepassing op de aanvraag tot hernieuwing.

De aanvraag tot hernieuwing van de erkenning wordt minstens zes maanden vóór het verstrijken van de lopende erkenning ingediend. In dit geval blijft de erkenning gelden tot de datum waarop de beslissing van de bevoegde overheid definitief is geworden.

Afdeling 4. — Opschorting en intrekking van de erkenning

Art. 8. De directeur-generaal kan de erkenning opschorten of intrekken :

1° als een tekortkoming van de verificateur wordt vastgesteld bij het uitoefenen van zijn functies;

2° als de erkende verificateur de bepalingen van dit besluit overtreedt;

3° als één van de gegevens in de erkenningsaanvraag wordt gewijzigd.

Art. 9. Als de directeur-generaal van plan is de erkenning op te schorten of in te trekken, geeft hij de verificateur kennis daarvan in een aangetekend schrijven. Het voorstel tot opschorting of tot intrekking vermeldt de motieven op grond waarvan ze gewettigd is.

De verificateur beschikt over dertig dagen, te rekenen van de datum van ontvangst van het voorstel tot opschorting of intrekking, om zijn geschreven opmerkingen aan de directeur-generaal over te maken.

De verificateur wordt ook gehoord op zijn verzoek.

Art. 10. De directeur-generaal beslist binnen een termijn van dertig dagen, te rekenen van :

1° hetzij de datum van ontvangst van de opmerkingen bedoeld in artikel 9, tweede lid of, bij gebreke daarvan, de datum waarop de termijn van dertig dagen verstrijkt;

2° hetzij, in voorkomend geval, de datum van het verhoor bedoeld in artikel 9, derde lid.

De beslissing wordt per aangetekend schrijven naar de verificateur verstuurd.

Art. 11. In afwijking van artikel 9 van dit besluit, kan de directeur-generaal de erkenning onmiddellijk opschorten in geval van speciaal gemotiveerde dringende noodzakelijkheid.

Art. 12. § 1. De betrokken verificateur kan bij de Minister een beroep indienen tegen de beslissingen tot opschorting of intrekking van de erkenning.

§ 2. Op straffe van onontvankelijkheid wordt het beroep aan de commissie gericht, overeenkomstig artikel 2 van het besluit tot bepaling van de beroepsmodaliteiten voor de adviescommissie ingesteld bij artikel 6, § 3, van het decreet.

§ 3. Het beroep is opschortend, behalve in het geval bedoeld in artikel 11.

Afdeling 5. — Wijziging van de erkenning

Art. 13. Als één van de gegevens van de erkenningsaanvraag wordt gewijzigd, verwittigt de verificateur onmiddellijk de directeur-generaal.

HOOFDSTUK III. — *Verificatieprocedure*

Art. 14. Onverminderd artikel 15, bezorgt de exploitant de dienst jaarlijks uiterlijk 12 maart van het jaar na het referentiejaar per post de rapportage van zijn gespecificeerde broeikasgasemissies, alsook het bevestigingsrapport van een verificateur van zijn keuze.

De rapportage wordt opgesteld overeenkomstig het model in bijlage II.

Het bevestigingsrapport wordt door de verificateur in drie exemplaren opgesteld aan de hand van het formulier opgenomen in de bijlage bij het verificatieprotocol. Hij bewaart één exemplaar en maakt er twee van over aan de exploitant.

Art. 15. § 1. In de gevallen bedoeld in artikel 2, 2°, bezorgt de exploitant de dienst uiterlijk 12 februari van het jaar na het referentiejaar, per post of tegen ontvangstbewijs; de rapportage van zijn gespecificeerde broeikasgasemissies en verzoekt hij de dienst om de verificatie ervan.

§ 2. Elke exploitant die verzoekt om een verificatie van zijn rapportage door de dienst, betaalt een dossierrecht dat de administratieve kosten dekt en waarvan de opbrengst integraal aan het Kyoto-fonds wordt gestort.

Het dossierrecht wordt op 1.500 euro vastgelegd.

Art. 16. De dienst beslist of de rapportage van de exploitant voldoet op basis van de rapportage en van het bevestigingsrapport dat hij opgesteld heeft.

De beslissing wordt uiterlijk 31 maart van het jaar na het referentiejaar bij aangetekend schrijven aan de exploitant gericht.

Art. 17. Als de rapportage voldoet, bevestigt de dienst de gespecificeerde broeikasgasemissies die uiterlijk 30 april na het referentiejaar moeten worden ingeleverd.

Als de rapportage niet voldoet of niet binnen de in de artikelen 14, eerste lid, en 15, § 1, bedoelde termijnen wordt overgemaakt, informeert de dienst de persoon die het register bijhoudt en neemt hij de nodige maatregelen om zowel de rapportage als het databeheersysteem te laten opstellen of aanpassen ten einde de gegevens te kunnen verzamelen die nodig zijn voor de validatie van de rapportage.

Art. 18. § 1. Als de dienst beslist heeft dat de rapportage niet voldoet, kan de exploitant bij de Minister een beroep instellen tegen deze beslissing.

§ 2. In afwijking van artikel 2 van het besluit tot bepaling van de beroepsmodaliteiten voor de adviescommissie ingesteld bij artikel 6, § 3, van het decreet van 10 november 2004 tot invoering van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten, tot oprichting van een "Fonds wallon Kyoto" en betreffende de flexibiliteitsmechanismen van het Protocol van Kyoto wordt het beroep, op straffe van onontvankelijkheid, ingediend binnen zeven dagen na de datum van ontvangst van de beslissing van de dienst of, bij gebrek aan beslissing, binnen zeven dagen na de datum waarop de termijn bedoeld in artikel 16, tweede lid, verstrijkt. Het beroep wordt bij ter post aangetekend schrijven met bericht van ontvangst gericht of tegen ontvangstbewijs afgegeven aan de commissie.

Het beroep bevat hoe dan ook :

1° de naam van de aanvrager;

2° de betwiste beslissing;

3° de argumenten waarop het beroep steunt.

§ 3. In afwijking van artikel 2 van het besluit tot bepaling van de beroepsmodaliteiten voor de adviescommissie ingesteld bij artikel 6, § 3, van het decreet van 10 november 2004 tot invoering van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten, tot oprichting van een "Fonds wallon Kyoto" en betreffende de flexibiliteitsmechanismen van het Protocol van Kyoto, bezorgt de commissie de aanvrager en de dienst binnen tien dagen na ontvangst van het beroep een bericht van ontvangst met de datum van de hoorzitting bedoeld in het tweede lid.

De aanvrager en de dienst worden binnen tien dagen na ontvangst van het beroep verzocht voor de commissie te verschijnen.

De commissie stelt proces-verbaal van de hoorzitting op en brengt binnen vijf dagen advies uit aan de bevoegde overheid. Bij gebreke daarvan wordt de procedure voortgezet.

De Minister stuurt zijn beslissing uiterlijk 28 april bij aangetekend schrijven aan de aanvrager.

HOOFDSTUK IV. — *Bewaring van de documenten*

Art. 19. De erkende verificateur en de dienst bewaren het gehele verificatiedossier gedurende vijf jaar.

HOOFDSTUK V. — *Slotbepalingen*

Art. 20. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 21. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 12 januari 2006.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

BIJLAGE I

**AANVRAAGFORMULIER TOT ERKENNING ALS VERIFICATEUR VAN
BROEIKASGASEMISSIES**

Overeenkomstig het decreet van 10 november 2004 tot invoering van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten, tot oprichting van een " Fonds wallon Kyoto " en betreffende de flexibiliteitsmechanismen van het Protocol van Kyoto (BS. 02.12.2004)

INGEDIEND DOOR

.....

Vak voorbehouden aan de administratie

	Dossiernummer :
	Ontvangstdatum :

Bijwerking van het formulier : 18 oktober 2005

Ministerie van het Waalse Gewest
Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu (DGRNE)
Avenue Prince de Liège, 15
5100 JAMBES
Internet <http://environnement.wallonie.be>

A. Identificatie van de kandidaat-verificateur van broeikasgasemissies :**A.1. Particulier die de aanvraag indient :**

Naam :	
Voornaam :	
Functie :	
Geboorteplaats en -datum :	
Nationaliteit :	
Straat, nr.	
Postnummer :	
Woonplaats :	
Land :	
Telefoon :	
Fax :	
GSM :	
E-Mail :	
Web :	

A.2. Vennootschap die de aanvraag indient :

Benaming van de vennootschap :	
Rechtsvorm van de vennootschap :	
Nationaliteit :	
Straat, nr. :	
Postnummer :	
Woonplaats :	
Land :	
Telefoon :	
Fax :	
E-Mail :	
Web :	
Inschrijving bij het RSZ	
BTW-nr. (uitsluitend in België)	

Persoon bevoegd om de vennootschap te vertegenwoordigen :*(schrappen wat niet past)*

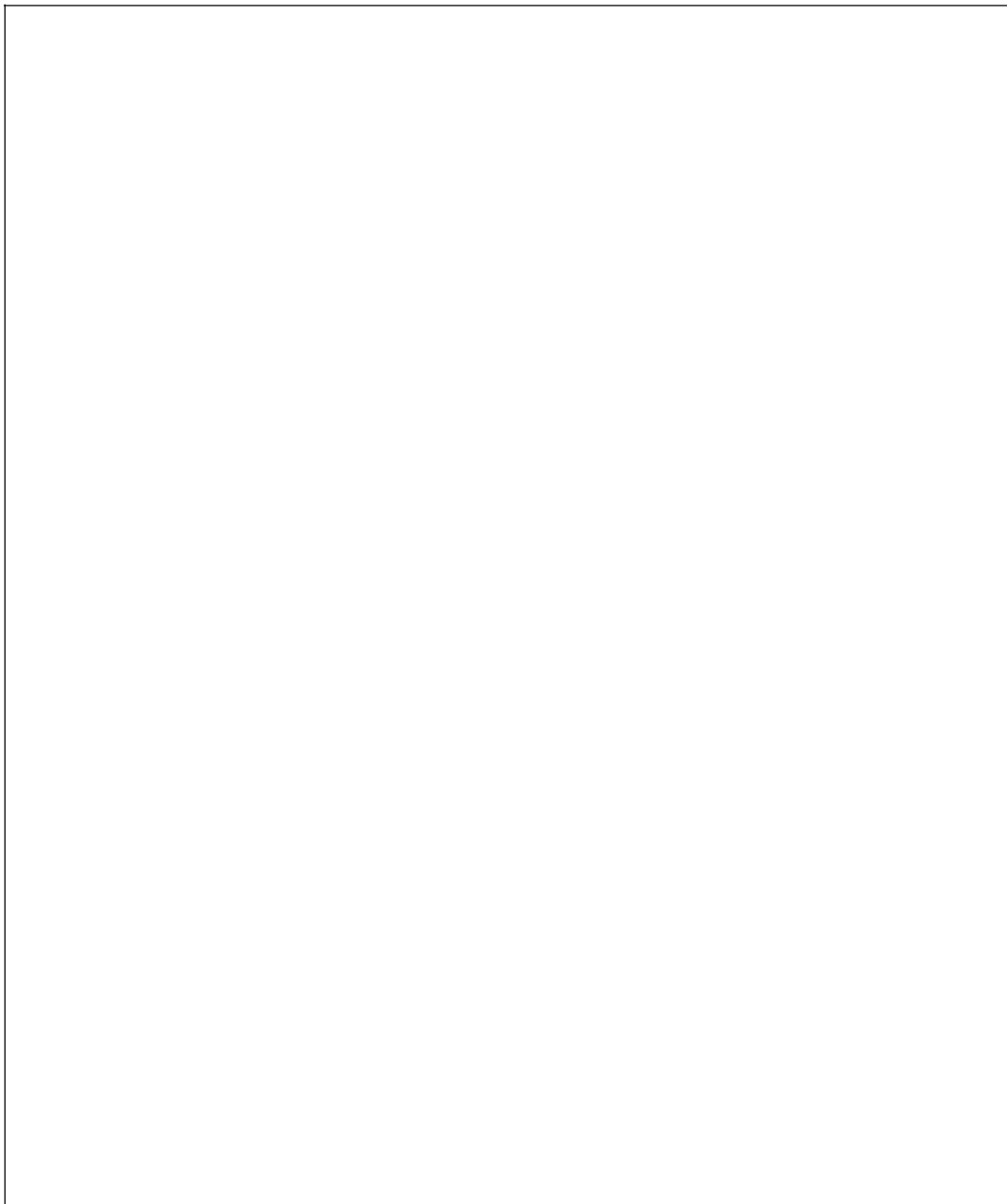
Naam :	
Voornaam :	
Functie :	
Geboorteplaats en -datum :	
Nationaliteit :	
Straat, nr. :	
Postnummer :	
Woonplaats :	
Land :	
Telefoon :	
Fax :	
GSM :	
E-Mail :	

A. 3. Contactpersoon voor de erkenningsaanvraag :*(vak schrappen indien dezelfde persoon als in rubriek A1)*

Naam :	
Voornaam :	
Functie :	
Straat, nr. :	
Postnummer :	
Woonplaats :	
Land :	
Telefoon :	
Fax :	
GSM :	
E-Mail :	

B. Bevoegdheden en ervaringen van de aanvrager :**B.1. Algemeen overzicht van de economische activiteit van de aanvrager, meer bepaald in verband met het beroep van verificateur van broeikasgasemissies :**

(Dit vrij overzicht dient om de aanvrager, zijn activiteiten, zijn economisch belang te identificeren...en om een verband te leggen met het voorwerp van de erkenning max. 1 bladzijde, die vergezeld kan gaan van een behoorlijk ingevulde bijlage B1)



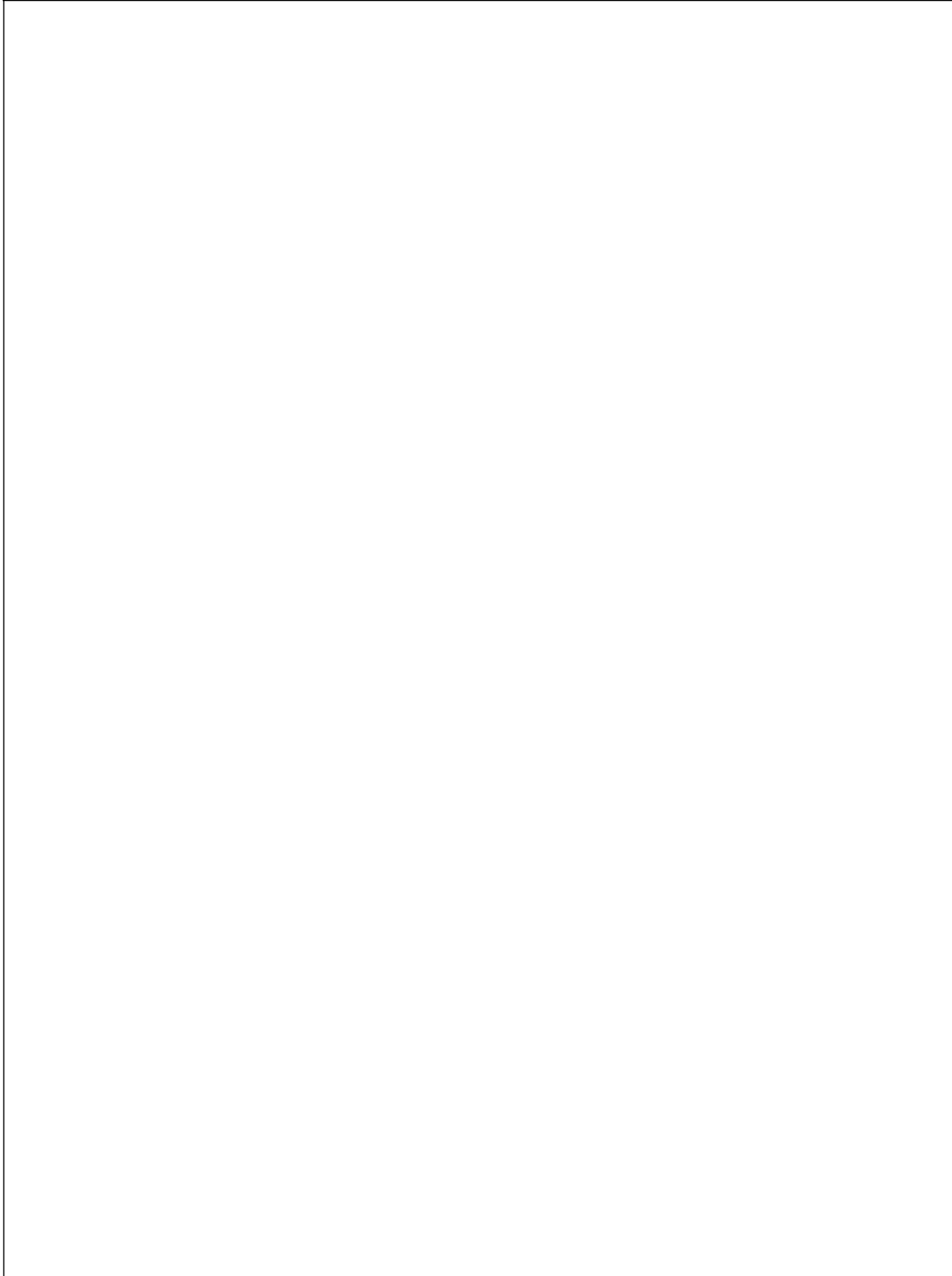
B3. Overzicht van de referenties en ervaringen van de aanvrager inzake de verificatie van broeikasgasemissies :

(De aanvrager dient zijn deskundigheid inzake de verificatie van broeikasgasemissies aan de hand van referenties en ervaringen te bewijzen (in verband met rubriek C). Daarbij moet hij voor elke rubriek minstens één voorbeeld opgeven en het volgende vermelden :

- de gecontroleerde instelling en haar economische kenmerken;*
- de uitgevoerde opdracht – het verslag van de verificaties van broeikasgasemissies;*
- de door hem uitgevoerde handelingen in verband met de verificatie van de broeikasgasemissies.*

Hij kan dit gedeelte in een behoorlijk ingevulde bijlage B3 aanvullen)

B4. Overzicht van de technische middelen van de aanvrager en van de geplande samenwerkingen voor de verificatie van broeikasgasemissies



C. Huidige erkenningen en accreditaties van de aanvrager :

- Als deskundige in energie-audits
Omschrijving + kopie

- Als milieueffectonderzoeker
Omschrijving + kopie

- Accreditatie
Omschrijving + kopie

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 12 januari 2006 betreffende de verificatie van de rapportage van de gespecificeerde broeikasgasemissies.

Namen, 12 januari 2006.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

BIJLAGE 2

Algemeen formaat van de rapportage van de gespecificeerde broeikasgasemissies

Eens ingevuld geldt dit formulier als **uw rapportage van de gespecificeerde broeikasgasemissies** overeenkomstig het decreet van 10 november 2004 tot invoering van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten, tot oprichting van een " Fonds wallon Kyoto " en betreffende de flexibiliteitsmechanismen van het Protocol van Kyoto.

Richtlijnen om de rapportage in te vullen

De exploitant rapporteert de gespecificeerde broeikasgasemissies van de inrichting overeenkomstig de bepalingen van bovenbedoeld decreet van 10 november 2004 of overeenkomstig de voorschriften waarin het voorziet. De exploitant beroept zich meer bepaald op de bewoordingen van zijn vergunning voor het uitstoten van gespecificeerde broeikasgasemissies.

Het formaat van deze rapportage dient als grondslag voor de rapportage van kwantitatieve gegevens.

Elke exploitant vermeldt de volgende gegevens in de rapportage :

- (1) de gegevens ter identificatie van de installatie, alsook het vergunningsnummer van de installatie dat hem speciaal werd toegekend.
- (2) voor alle bronnen, de totale emissiewaarden, de aangenomen methode (meting of berekening), de gekozen niveaus en meetmethode (in voorkomend geval), activiteitsgegevens¹, emissiefactoren² en oxidatie-/conversiefactoren³. Bij toepassing van een massabalans moet de exploitant voor elke brandstof- en materiaalstroom in en uit de installatie en bijbehorende voorraden de massastroom, het koolstofgehalte en de energie-inhoud rapporteren.
- (3) tijdelijke of permanente niveauwijzigingen, redenen voor deze wijzigingen, de datum waarop wijzigingen zijn ingegaan, en gegevens waarop tijdelijke wijzigingen zijn ingegaan en beëindigd.
- (4) elke wijziging in de installatie in de loop van de rapportageperiode, die voor de rapportage van de gespecificeerde broeikasgasemissies relevant kan zijn.

Informatie met betrekking tot de punten 3 en 4 en aanvullende informatie met betrekking tot punt 2 is niet geschikt om tabellarisch of in het rapportageformaat te worden weergegeven en moet daarom in de jaarlijkse emissierapportage als lopende tekst en/of bijlagen in de rapportage worden toegevoegd.

De volgende aspecten, die niet als emissies worden meegeteld, moeten als post "PM" worden vermeld :

- de hoeveelheden biomassa die zijn verbrand [TJ] of in processen verwerkt [t of m³];
- CO₂-emissies [t CO₂] uit biomassa wanneer emissies door meting worden bepaald;

¹ De activiteitsgegevens betreffende de verbrandingsactiviteiten worden in energie (laagste calorisch vermogen) en in massa gerapporteerd. De brandstoffen of grondstoffen die uit biomassa bestaan moeten ook in de activiteitsgegevens worden gerapporteerd.

² Emissiefactoren voor verbrandingsactiviteiten moeten als CO₂-emissies per energie-inhoud worden gerapporteerd.

³ Conversie- en oxidatiefactoren moeten als dimensieloze fracties worden gerapporteerd.

- CO₂ van een installatie dat is overgedragen [t CO₂], en het type verbinding waarin die overdracht heeft plaatsgevonden.

De types afvalstoffen en emissies die voortvloeien uit het gebruik van afvalstoffen als brandstoffen of grondstoffen moeten ook worden gerapporteerd. De types afvalstoffen worden gerapporteerd overeenkomstig de indeling van het besluit van de Waalse Regering van 10 juli 1997 tot vaststelling van een afvalcatalogus. De respectievelijke zes getallen codes moeten worden gevoegd bij de benaming van de overeenkomstige types afvalstoffen die gebruikt worden in de installatie.

Emissies die voortkomen uit verschillende bronnen van één enkele installatie die onder hetzelfde type activiteit valt, mogen voor elk type activiteit gecombineerd worden gerapporteerd.

De totale emissies van de activiteiten worden gerapporteerd in afgeronde CO₂ ton (bijv. 1 245 978 ton).

De exploitant mag in de rapportage informatie vermelden die hij op commercieel vlak als gevoelig beschouwt.

1). - Algemene informatie**Jaar van de rapportage**

- + Referentiejaar van de gespecificeerde broeikasgasemissies van deze rapportage :

Contactgegevens van het moederbedrijf

- + Benaming van het moederbedrijf :
 Adres van het moederbedrijf

Contactgegevens van de inrichting

- + Benaming van de inrichting (exploitant) :
 Adres van de inrichting

- + Nummer van de vergunning voor het uitstoten van gespecificeerde broeikasgasemissies :
+ Identificatienummer EPER-register (indien van toepassing) :

Contactgegevens van de contactpersoon

- + Benaming van de contactpersoon @ E-mail adres :
Functie :
 Adres van de contactpersoon
☎ Tel :
☎ Fax :

Types activiteiten, de zgn "Emission trading"

- + Types voortgezette activiteiten (cfr. uw vergunning voor het uitstoten van gespecificeerde broeikasgasemissies :

IPPC code

- 1.
- 2.
- 3.
- 4.

2). Rapportage van de gespecificeerde broeikasgasemissies
 A. BEREKENDE CO₂-EMISSIES

Indien de inrichting **verschillende zgn. "Emission trading" activiteiten** uitvoert, gelieve **de tabellen te fotokopiëren** en aan te vullen voor elke activiteit.

Indien er wijzigingen in het niveau van de methodiek⁴ of wijzigingen van de installaties⁵ plaatsgevonden hebben, gelieve deze te vermelden en de relevante informatie in bijlage toe te voegen.

Verbrandingsemisies van CO₂

A.2.1. Uitsluitend fossiele brandstoffen (Gelieve een tabel per brandstof in te vullen !)

Activiteit :

Fossiele brandstof :	Activiteitsgegevens		Emissiefactor	Oxidatiefactor	Totale emissies
	t of m ³	LCV (10 ³ TJ/t of m ³)				t CO_{2}/TJ	t CO_{2}
.....
Toegepaste methodek

Fossiele brandstof :

⁴ cfr. uw vergunning voor het uitstoten van gespecificeerde broeikasgasemissies

⁵ Elke wijziging in de installatie tijdens de rapportageperiode en die van belang is voor de emissierapportage, d.w.z. tijdelijke of permanente niveauwijzigingen, redenen voor deze wijzigingen, de datum waarop wijzigingen zijn ingegaan, en gegevens waarop tijdelijke wijzigingen zijn ingegaan en beëindigd.

	Activiteitsgegevens		Emissiefactor	Oxidatiefactor	Totale emissies
	t of m ³	LCV (10 ⁻³ TJ/ t of m ³)				t CO_{2}/ TJ	t CO_{2}
Toegepaste methodiek					

Fossiele brandstof :					
	Activiteitsgegevens		Emissiefactor	Oxidatiefactor	Totale emissies
	t of m ³	LCV (10 ⁻³ TJ/ t of m ³)				t CO_{2}/ TJ	t CO_{2}
Toegepaste methodiek					

Fossiele brandstof :					
	Activiteitsgegevens		Emissiefactor	Oxidatiefactor	Totale emissies
	t of m ³	LCV (10 ⁻³ TJ/ t of m ³)				t CO_{2}/ TJ	t CO_{2}
Toegepaste methodiek					

Fossiele brandstof :

	Activiteitsgegevens	Emissiefactor	Oxidatiefactor	Totale emissies
	LCV (10 ⁻³ TJ/t of m ³)	t CO ₂ /TJ		t CO ₂
Toegepaste methodiek				

Fossiele brandstof :				
	Activiteitsgegevens	Emissiefactor	Oxidatiefactor	Totale emissies
	LCV (10 ⁻³ TJ/t of m ³)	t CO ₂ /TJ		t CO ₂
Toegepaste methodiek				

Fossiele brandstof :				
	Activiteitsgegevens	Emissiefactor	Oxidatiefactor	Totale emissies
	LCV (10 ⁻³ TJ/t of m ³)	t CO ₂ /TJ		t CO ₂
Toegepaste methodiek				

Fossiele brandstof :				
----------------------------	--	--	--	--

	Activiteitsgegevens	Emissiefactor	Oxidatiefactor	Totale emissies
	LCV (10 ⁻³ TJ/t of m ³)	t CO ₂ /TJ		t CO ₂
Toegepaste methode				

Fossiele brandstof:

	Activiteitsgegevens	Emissiefactor	Oxidatiefactor	Totale emissies
	LCV (10 ⁻³ TJ/t of m ³)	t CO ₂ /TJ		t CO ₂
Toegepaste methode				

Fossiele brandstof:

	Activiteitsgegevens	Emissiefactor	Oxidatiefactor	Totale emissies
	LCV (10 ⁻³ TJ/t of m ³)	t CO ₂ /TJ		t CO ₂
Toegepaste methode				

Fossiele brandstof:

	Activiteitsgegevens	Emissiefactor	Oxidatiefactor	Totale emissies
	LCV (10 ⁻³ TJ/t of m ³)	t CO ₂ /TJ		t CO ₂
Toegepaste methode				

A.2.2 Biomassa en/of gemengde brandstoffen

Activiteit :

Biomassa of gemengde brandstof :				
Biomassafractie (uitgedrukt in 0-100% koolstofinhoud afkomstig uit de biomassa ten opzichte van de totale koolstof) :				
	Activiteitsgegevens	Emissiefactor	Oxidatiefactor	Totale fossiele emissies
t of m ³	LCV (10 ⁻³ TJ/t of m ³)	t CO ₂ /TJ		t CO ₂
Toegepaste methodiek				

Biomassa of gemengde brandstof :				
Biomassafractie (uitgedrukt in 0-100% koolstofinhoud afkomstig uit de biomassa ten opzichte van de totale koolstof) :				
	Activiteitsgegevens	Emissiefactor	Oxidatiefactor	Totale fossiele emissies
t of m ³	LCV (10 ⁻³ TJ/t of m ³)	t CO ₂ /TJ		t CO ₂
Toegepaste methodiek				

Biomassa of gemengde brandstof :				
Biomassafractie (uitgedrukt in 0-100% koolstofinhoud afkomstig uit de biomassa ten opzichte van de totale koolstof) :				

	Activiteitsgegevens		Emissiefactor t CO ₂ /TJ	Oxidatiefactor	Totale fossiele emissies t CO ₂
	t of m ³	LCV (10 ⁻³ TJ/t of m ³)			
Toegepaste methode					

Biomassa of gemengde brandstof :

Biomassafractie (uitgedrukt in 0-100% koolstofinhoud afkomstig uit de biomassa ten opzichte van de totale koolstof) :

	Activiteitsgegevens		Emissiefactor t CO ₂ /TJ	Oxidatiefactor	Totale fossiele emissies t CO ₂
	t of m ³	LCV (10 ⁻³ TJ/t of m ³)			
Toegepaste methode					

Biomassa of gemengde brandstof :

Biomassafractie (uitgedrukt in 0-100% koolstofinhoud afkomstig uit de biomassa ten opzichte van de totale koolstof) :

	Activiteitsgegevens		Emissiefactor t CO ₂ /TJ	Oxidatiefactor	Totale fossiele emissies t CO ₂
	t of m ³	LCV (10 ⁻³ TJ/t of m ³)			
Toegepaste methode					

Biomassa of gemengde brandstof :					
Biomassafractie (uitgedrukt in 0-100% koolstofinhoud afkomstig uit de biomassa ten opzichte van de totale koolstof) :					
	Activiteitsgegevens		Emissiefactor	Oxidatiefactor	Totale fossiele emissies
	t of m ³	LCV (10 ⁻³ TJ/ t of m ³)	t CO ₂ / TJ		t CO ₂
Toegepaste methode					

CO₂ procesemissies

A.3.1 Processen die uitsluitend fossiele grondstoffen gebruiken

Activiteit :

Procestype :				
Omschrijving van de fossiele grondstof :				
Activiteitsgegevens	Emissiefactor	Conversiefactor	Totale emissies	
t of m ³	t of m ³		t CO ₂	
Toegepaste methodiek				

Omschrijving van de fossiele grondstof :				
Activiteitsgegevens	Emissiefactor	conversiefactor	Totale emissies	
t of m ³	t of m ³		t CO ₂	
Toegepaste methodiek				

Omschrijving van de fossiele grondstof :				
Activiteitsgegevens	Emissiefactor	Conversiefactor	Totale emissies	
t of m ³	t of m ³		t CO ₂	
Toegepaste methodiek				

Procestype :				
Omschrijving van de fossiele grondstof :				
Activiteitsgegevens	Emissiefactor	Conversiefactor	Totale emissies	
t of m ³	t of m ³		t CO ₂	

⁶ Onder procestype wordt bijvoorbeeld verstaan, "ontharding", "branden", "rookbehandeling", enz.

..... Toegepaste methodiek	.....	.....	.....	.....	.....
Omschrijving van de fossiele grondstof :					
..... Toegepaste methodiek	Activiteitsgegevens t of m ³	Emissiefactor t of m ³	Conversiefactor	Totale emissies t CO ₂	
	
Omschrijving van de fossiele grondstof :					
..... Toegepaste methodiek	Activiteitsgegevens t of m ³	Emissiefactor t of m ³	Conversiefactor	Totale emissies t CO ₂	
	

A.3.2 Processen die biomassa of gemengde grondstoffen gebruiken

Activiteit :

Procestype :			
Omschrijving van de biomassa of gemengde grondstoffen :			
Biomassafractie (uitgedrukt in 0-100% koolstofinhoud afkomstig uit de biomassa ten opzichte van de totale koolstof) :			
	Activiteitsgegevens	Emissiefactor	Totale fossiele emissies t CO ₂
	t of m ³	t of m ³	
Toegepaste methodiek		Conversiefactor	

Omschrijving van de biomassa of gemengde grondstoffen :			
Biomassafractie (uitgedrukt in 0-100% koolstofinhoud afkomstig uit de biomassa ten opzichte van de totale koolstof) :			
	Activiteitsgegevens	Emissiefactor	Totale fossiele emissies t CO ₂
	t of m ³	t CO ₂ / t of m ³	
Toegepaste methodiek		Conversiefactor	

Omschrijving van de biomassa of gemengde grondstoffen :			
Biomassafractie (uitgedrukt in 0-100% koolstofinhoud afkomstig uit de biomassa ten opzichte van de totale koolstof) :			
	Activiteitsgegevens	Emissiefactor	Totale fossiele emissies t CO ₂
	t of m ³	t CO ₂ / t of m ³	
Toegepaste methodiek		Conversiefactor	

Procestype :				
Omschrijving van de biomassa of gemengde grondstoffen :				
Biomassafractie (uitgedrukt in 0-100% koolstofinhoud afkomstig uit de biomassa ten opzichte van de totale koolstof) :				
	Activiteitsgegevens t of m ³	Emissiefactor t CO ₂ / t of m ³	Conversiefactor	Totale fossiele emissies t CO ₂
Toegepaste methodiek				
Omschrijving van de biomassa of gemengde grondstoffen :				
Biomassafractie (uitgedrukt in 0-100% koolstofinhoud afkomstig uit de biomassa ten opzichte van de totale koolstof) :				
	Activiteitsgegevens t of m ³	Emissiefactor t CO ₂ / t of m ³	Conversiefactor	Totale fossiele emissies t CO ₂
Toegepaste methodiek				

Massabalansmethode

Activiteit :

Omschrijving van de stof :					
Biomassafractie (uitgedrukt in 0-100% koolstofinhoud afkomstig uit de biomassa ten opzichte van de totale koolstof) :					
	Gegevens in verband met de uitgangsmaterialen		Gegevens in verband met de eindmaterialen ⁷		Koolstof gehalte
	t	Type(s) eindmateriaal ⁸	t	Type(s) eindmateriaal ⁸		Conversief actor
					van C in CO ₂
					3,667
Toegepaste methodek					
					1
Totale fossiele emissies t CO ₂					

Omschrijving van de stof :					
Biomassafractie (uitgedrukt in 0-100% koolstofinhoud afkomstig uit de biomassa ten opzichte van de totale koolstof) :					
	Gegevens in verband met de uitgangsmaterialen		Gegevens in verband met de eindmaterialen		Koolstof gehalte
	t	Type(s) eindmateriaal	t	Type(s) eindmateriaal		Conversief actor
					van C in CO ₂
					3,667
Totale fossiele emissies t CO ₂					

⁷ Onder eindmaterialen wordt verstaan de producten, de uitvoer en voorraadwijzigingen (negatief teken voor de bijhorende CO₂-emissies)
⁸ Onder type(s) eindmateriaal wordt verstaan dat nader bepaald moet worden of het gaat om een product en/of uitvoer en/of voorraadwijziging.

Toegepaste methode							1	
Omschrijving van de stof :								
Biomassafractie (uitgedrukt in 0-100% koolstofinhoud afkomstig uit de biomassa ten opzichte van de totale koolstof) :								
	Gegevens in verband met de uitgangsmaterialen		Gegevens in verband met de eindmaterialen		Koolstof gehalte	Conversief actor	Totale fossiele emissies	
	t	Type(s) eindmateriaal	t	Type(s) eindmateriaal					% C	van C in CO_{2}	t CO_{2}
						3,667		
Toegepaste methode							1	
Omschrijving van de stof :								
Biomassafractie (uitgedrukt in 0-100% koolstofinhoud afkomstig uit de biomassa ten opzichte van de totale koolstof) :								
	Gegevens in verband met de uitgangsmaterialen		Gegevens in verband met de eindmaterialen		Koolstof gehalte	Conversief actor	Totale fossiele emissies	
	t	Type(s) eindmateriaal	t	Type(s) eindmateriaal					% C	van C in CO_{2}	t CO_{2}
						3,667		
Toegepaste methode							1	

Omschrijving van de stof :							
Biomassafractie (uitgedrukt in 0-100% koolstofinhoud afkomstig uit de biomassa ten opzichte van de totale koolstof) :							
	Gegevens in verband met de uitgangsmaterialen		Gegevens in verband met de eindmaterialen		Koolstof gehalte	Conversief actor	Totale fossiele emissies
	t	Type(s) eindmateriaal	t	Type(s) eindmateriaal				% C	van C in CO_{2}	t CO_{2}
.....	3,667	.....
Toegepaste methodiek	1	.....

A.1 Samenvattende tabellen van de berekende CO₂ emissies

CO₂-verbrandingsemissies :	
Totaal van de activiteiten	
Totale fossiele verbrandingsemissies (t CO₂)	.....
Totale gebruikte biomassa(TJ)⁹⁹	.....
CO₂ -procesemissies	
Totaal van de activiteiten	
Totale fossiele procesemissies (t CO₂)	.....

⁹⁹ Totale gebruikte biomassa (TJ) = som van de verschillende hoeveelheden biomassa of gemengde brandstoffen (t of m³) respectievelijk vermenigvuldigd met hun LCV (TJ/ t of m³) en hun biomassafractie (%) en dit, voor het geheel van de zgn. "Emission trading" activiteiten.

Totale gebruikte biomassa (TJ) ¹⁰ :	.....
CO₂ emissies met de massabalansmethode :	
Totaal van de activiteiten	
Totale fossiele emissies met de massabalansmethode (t CO ₂)	.....
Totale gebruikte biomassa (t ou m ³) :	.....

¹⁰ Totale gebruikte biomassa (t of m³) = som van de verschillende hoeveelheden biomassa of gemengde brandstoffen (t of m³) respectievelijk vermenigvuldigd met hun biomassafractie (%) en dit, voor het geheel van de zgn. "Emission trading" activiteiten.

B. GEMETEN CO₂-EMISSIONS

Voor de gemeten CO₂-emissies, gelieve de overeenkomstige regels van de onderstaande tabellen in te vullen.

Activiteiten	CO ₂ -emissies t CO ₂	Onzekerheidsgraad van de meting %
1.	
2.	
3.	
4.	
Totaal	

C. OVERGEDRAGEN CO₂

Activiteiten	Biomassa in de verbranding TJ	Biomassa in de processen t of m ³	CO ₂ -emissies afkomstig uit de biomassa t CO ₂
1.
2.
3.
4.
Totaal		

Activiteiten	Overgedragen CO ₂ Hoeveelheid t CO ₂	Toepassing ¹¹
1.
2.
3.
4.
Totaal

¹¹ Onder toepassing wordt verstaan het gebruik van de overgedragen CO₂ (gas uit frisdrank, koelvloeistof, oplosmiddelen, grondstoffen, uitgevoerde "brandstof", enz.

D SAMENVATTENDE TABEL VAN DE TOTALE FOSSIELE CO₂-EMISSIES

Totale fossiele CO ₂ -emissies (berekend + gemeten)	
Totaal van de activiteiten	
Totale fossiele emissies (t CO₂)	.....

Aantal en opschrift van de bewijsstukken gevoegd bij de rapportage

Bijlage 1	
:	
Bijlage 2	
:	
Bijlage 3	
:	
Bijlage 4	
:	
Bijlage 5	
:	
Bijlage 6	
:	
Bijlage 7	
:	
Bijlage 8	
:	
Bijlage 9	
:	
Bijlage 10	
Bijlage 11	
Bijlage 12	
:	
:	

ONDERTEKENAAR

Naam Datum en ondertekening :
Functie :
Telefoon :
E-mail adres :

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 12 januari 2006 betreffende de verificatie van de rapportage van de gespecificeerde broeikasgasemissies.

Namen, 12 januari 2006.

De Minister-President,

E. DIRUPO

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN